



Bureau du surintendant des
institutions financières Canada

Office of the Superintendent of
Financial Institutions Canada

Bureau de l'actuaire en chef

Office of the Chief Actuary



RAPPORT ACTUARIEL

sur le régime de retraite des
PARLEMENTAIRES

au 31 mars 2007

Bureau de l'actuaire en chef

Bureau du surintendant des institutions financières Canada

16^e étage, Immeuble Carré Kent

255, rue Albert

Ottawa (Ontario)

K1A 0H2

Télécopieur : **613-990-9900**

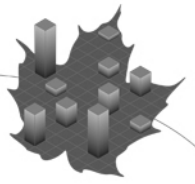
Courriel : **oca-bac@osfi-bsif.gc.ca**

Site Web : **www.osfi-bsif.gc.ca**

© Ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux

N° de cat. IN3-16/6-2007F-PDF

ISBN 978-0-662-07585-1



Le 29 février 2008

L'honorable Vic Toews, C.P., député
Président du Conseil du Trésor
Ottawa, Canada
K1A 0R5

Monsieur le Président,

Conformément à l'article 6 de la *Loi sur les rapports relatifs aux pensions publiques*, j'ai le plaisir de vous transmettre le rapport sur l'examen actuariel au 31 mars 2007 du Régime de pensions défini par la *Loi sur les allocations de retraite des parlementaires*.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération distinguée.

L'actuaire en chef,

Jean-Claude Ménard, F.S.A., F.I.C.A.

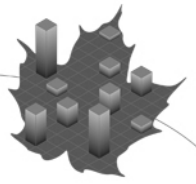
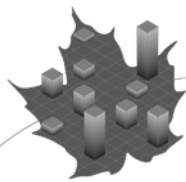


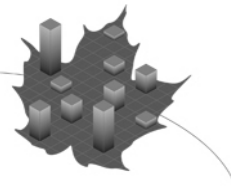
TABLE DES MATIÈRES

| | Page |
|---|-------------|
| I. Sommaire..... | 9 |
| A. But du rapport..... | 9 |
| B. Modifications depuis la dernière évaluation..... | 9 |
| C. Principales observations..... | 9 |
| II. Situation financière du régime..... | 11 |
| A. Résultats de l'évaluation..... | 11 |
| B. Rapprochement des résultats avec ceux du rapport précédent..... | 11 |
| C. Certificat de coût..... | 14 |
| D. Sensibilité aux variations des hypothèses économiques clés..... | 17 |
| III. Opinion actuarielle..... | 19 |
| Annexe 1 – Événements subséquents..... | 20 |
| Annexe 2 – Résumé des dispositions du régime..... | 21 |
| Annexe 3 – Actif du régime..... | 32 |
| Annexe 4 – Données sur les participants..... | 34 |
| Annexe 5 – Méthodologie..... | 41 |
| Annexe 6 – Hypothèses actuarielles..... | 43 |
| Annexe 7 – Cotisations normales et passifs actuariels pour les députés..... | 53 |
| Annexe 8 – Cotisations normales et passifs actuariels pour les sénateurs..... | 56 |
| Annexe 9 – Historique des taux de cotisations et des prestations constituées..... | 59 |
| Annexe 10 – Remerciements..... | 71 |



TABLEAUX

| | Page |
|------------|---|
| Tableau 1 | Bilan.....11 |
| Tableau 2 | Rapprochement des résultats.....12 |
| Tableau 3 | Gains et pertes actuariels13 |
| Tableau 4 | Révision des hypothèses actuarielles14 |
| Tableau 5 | Cotisation normale pour l'année du régime 2008.....15 |
| Tableau 6 | Conciliation de la cotisation normale.....15 |
| Tableau 7 | Cotisations normales prévues16 |
| Tableau 8 | Répartition des cotisations normales17 |
| Tableau 9 | Cotisations pour service antérieur choisi17 |
| Tableau 10 | Sensibilité aux variations des hypothèses clés.....18 |
| Tableau 11 | Coût total pour le gouvernement19 |
| Tableau 12 | Conciliation des soldes du Compte ARP32 |
| Tableau 13 | Conciliation des soldes du Compte CRP33 |
| Tableau 14 | Conciliation des parlementaires34 |
| Tableau 15 | Députés au 31 mars 2007.....35 |
| Tableau 16 | Sénateurs au 31 mars 200735 |
| Tableau 17 | Parlementaires recevant une allocation supplémentaire au 31 mars 200736 |
| Tableau 18 | Conciliation des pensionnés.....37 |
| Tableau 19 | Allocations de retraite versées par le Compte ARP38 |
| Tableau 20 | Allocations de retraite versées par le Compte CRP38 |
| Tableau 21 | Allocations de retraite versées par les Comptes ARP et CRP38 |
| Tableau 22 | Allocations de retraite moyennes - Anciens députés39 |
| Tableau 23 | Allocations de retraite moyennes - Anciens sénateurs.....39 |
| Tableau 24 | Allocations de retraite moyennes suspendues.....39 |
| Tableau 25 | Conciliation des conjoints survivants40 |
| Tableau 26 | Allocations moyennes aux survivants d'anciens parlementaires admissibles à une allocation immédiate40 |
| Tableau 27 | Allocations moyennes aux enfants survivants d'anciens parlementaires admissibles à une allocation immédiate.....40 |
| Tableau 28 | Statistiques économiques.....44 |
| Tableau 29 | Hypothèses économiques.....45 |
| Tableau 30 | Répartition hypothétique des nouveaux parlementaires46 |
| Tableau 31 | Échantillon des taux de cessation présumés des parlementaires.....47 |
| Tableau 32 | Fréquence des élections générales depuis la Confédération48 |
| Tableau 33 | Caractéristiques des législatures antérieures depuis 191748 |
| Tableau 34 | Taux présumés d'une élection générale pour la Chambre des communes.....48 |
| Tableau 35 | Échantillon des taux de mortalité pour l'année du régime 2008.....49 |
| Tableau 36 | Facteurs hypothétiques d'amélioration de la longévité.....50 |
| Tableau 37 | Hypothèses à l'égard des prestations de survivant au conjoint.....51 |
| Tableau 38 | Bilan au 31 mars 2007 – Députés53 |
| Tableau 39 | Cotisations normales – Députés.....54 |
| Tableau 40 | Répartition des cotisations normales – Députés55 |
| Tableau 41 | Répartition des cotisations normales – Députés - Base d'année civile.....55 |
| Tableau 42 | Bilan au 31 mars 2007 – Sénateurs.....56 |
| Tableau 43 | Cotisations normales – Sénateurs57 |
| Tableau 44 | Répartition des cotisations normales – Sénateurs57 |
| Tableau 45 | Répartition des cotisations normales – Sénateurs - Base d'année civile.....58 |
| Tableau 46 | Cotisations des députés à l'égard de l'indemnité de session.....59 |
| Tableau 47 | Cotisations des députés à l'égard des allocations supplémentaires60 |
| Tableau 48 | Cotisations des députés à l'égard du service antérieur61 |
| Tableau 49 | Cotisations des sénateurs à l'égard de l'indemnité de session.....62 |

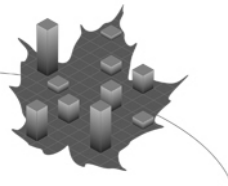
**TABLEAUX**

| | Page |
|------------|---|
| Tableau 50 | Cotisations des sénateurs à l'égard des allocations supplémentaires63 |
| Tableau 51 | Cotisations des sénateurs à l'égard du service antérieur64 |
| Tableau 52 | Taux annuel de constitution et type d'allocation relativement à l'indemnité de session d'un député65 |
| Tableau 53 | Taux annuel de constitution et type d'allocation relativement à l'indemnité de session d'un sénateur67 |
| Tableau 54 | Taux annuel de constitution et type d'allocation relativement aux allocations supplémentaires des parlementaires69 |



RAPPORT ACTUARIEL

Régime de pensions des **PARLEMENTAIRES**
au 31 mars 2007



I. Sommaire

Le présent examen actuariel du régime de pensions établi en vertu de la *Loi sur les allocations de retraite des parlementaires* (LARP) a été effectué au 31 mars 2007, conformément à la *Loi sur les rapports relatifs aux pensions publiques* (LRPP). L'examen précédent avait été effectué en date du 31 mars 2004. La date du prochain examen périodique envisagée par la LRPP est le 31 mars 2010.

A. But du rapport

Conformément aux normes actuarielles reconnues, le présent rapport actuariel vise principalement à présenter une estimation réaliste :

- du bilan du régime de retraite à la date d'évaluation c.-à-d. des passifs actuariels, des actifs théoriques et des excédents des actifs théoriques sur les passifs actuariels à cette date;
- du montant annuel requis pour amortir sur un certain nombre d'années le(s) déficit(s) actuariel(s) à la date d'évaluation; et
- des coûts prévus pour chacune des trois prochaines années¹ du régime suivant la date d'évaluation.

B. Modifications depuis la dernière évaluation

L'évaluation précédente tenait compte des résultats de l'élection générale qui a eu lieu le 28 juin 2004. Cette évaluation tenait aussi compte des amendements compris dans le projet de loi C-30 qui fut introduit en décembre 2004, soit après la date d'évaluation. Le projet de loi C-30 a reçu la sanction royale le 21 avril 2005.

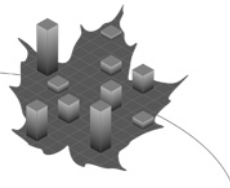
Aucune autre modification n'a été apportée au régime depuis la dernière évaluation. Le présent rapport repose sur les dispositions du régime figurant à l'annexe 2.

C. Principales observations

- Au 31 mars 2007, le Compte des allocations de retraite des parlementaires (Compte ARP) enregistrait un excédent actuariel de 132,3 millions de dollars et le Compte de convention de retraite des parlementaires (Compte CRP) accusait un déficit actuariel de 3,2 millions de dollars.
- Le déficit actuariel du Compte de convention de retraite des parlementaires (CRP) peut être amorti sur une période de sept ans en 6 versements annuels égaux de 0,6 million de dollars à compter de l'année du régime 2009 (aucun versement n'est fait en l'année du régime 2008). Cette période correspond à la moyenne des années de service qu'il reste à tous les parlementaires au 31 mars 2007.

¹ Toute mention de l'année du régime dans le présent rapport signifie la période de 12 mois se terminant le 31 mars de l'année en question.

- La question de la disposition d'un excédent actuariel n'est pas abordée dans les modalités du régime. Toutefois, si l'excédent actuariel de 132,3 millions de dollars au titre du Compte ARP était amorti sur une période de sept ans, cela entraînerait une réduction annuelle des cotisations totales de 22,4 millions de dollars pour chacune des sept prochaines années du régime. Cette réduction annuelle correspond à 37,7 % de la masse salariale ouvrant droit à pension pour l'année du régime 2008.
- Les cotisations normales totales du régime pour l'année du régime 2008 représentent 44,3 % de la rémunération ouvrant droit à pension, soit 26,3 millions de dollars, et il est estimé qu'elles représenteront 45,9 % et 49,0 % pour les deux années de régime suivantes.



II. Situation financière du régime

A. Résultats de l'évaluation

Le bilan suivant du régime a été dressé en fonction de l'actif décrit à l'annexe 3, des données exposées à l'annexe 4, de la méthodologie présentée à l'annexe 5 et des hypothèses énoncées à l'annexe 6.

Tableau 1 Bilan
(millions \$)

| | ARP | | Compte au 31 mars CRP | | Total | |
|---|--------------|-------|-----------------------------|--------|--------------|-------|
| | 2007 | 2004 | 2007 | 2004 | 2007 | 2004 |
| | Actif | | | | | |
| Soldes des comptes | 486,7 | 394,6 | 155,1 | 106,9 | 641,8 | 501,5 |
| Valeur actuarielle des cotisations futures et crédits gouvernementaux à l'égard des années de service antérieur | 0,5 | 1,0 | 1,6 | 2,2 | 2,1 | 3,2 |
| Impôt remboursable à l'égard des cotisations antérieures | - | - | 137,7 | 87,9 | 137,7 | 87,9 |
| Actif total | 487,2 | 395,6 | 294,4 | 197,0 | 781,6 | 592,6 |
| Excédent (Déficit) actuariel | 132,3 | 85,8 | (3,2) | (28,7) | 129,1 | 57,1 |
| Passif actuariel | | | | | | |
| Prestations constituées en faveur ou à l'égard des : | | | | | | |
| · Parlementaires | 85,2 | 79,1 | 148,8 | 128,2 | 234,0 | 207,3 |
| · Pensionnés | 236,8 | 203,5 | 144,5 | 96,0 | 381,3 | 299,5 |
| · Survivants et enfants | 32,9 | 27,2 | 4,3 | 1,5 | 37,2 | 28,7 |
| Passif actuariel total | 354,9 | 309,8 | 297,6 | 225,7 | 652,5 | 535,5 |

Des bilans séparés pour la Chambre des communes et le Sénat se trouvent aux annexes 7 et 8.

B. Rapprochement des résultats avec ceux du rapport précédent

Dans cette section, on établit une conciliation entre l'excédent (déficit) actuariel de la présente évaluation et le poste correspondant de l'évaluation précédente. Les chiffres entre parenthèses indiquent des montants négatifs. Les postes figurant dans le tableau qui suit sont expliqués ci-après.

Tableau 2 Rapprochement des résultats
(millions \$)

| | Compte | |
|---|--------------|---------------|
| | ARP | CRP |
| Au 31 Mars 2004 | 85,8 | (28,7) |
| Corrections de données | (2,6) | 3,8 |
| Intérêt projeté sur l'excédent actuariel | 29,6 | (3,8) |
| Différences coût/cotisations | 1,4 | (2,3) |
| Redressement du passif actuariel | | 15,4 |
| Gains et pertes d'exercice | (5,4) | (0,2) |
| Révision des hypothèses et de la méthodologie | 23,5 | 12,6 |
| Au 31 Mars 2007 | 132,3 | (3,2) |

1. Correction de données

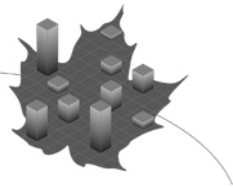
La correction de données (par exemple, le codage de la situation d'un participant et du montant de la rente) sur lesquelles reposait le rapport de 2004 a eu pour effet de réduire l'excédent actuariel du Compte ARP de 2,6 millions de dollars et de réduire le déficit actuariel du Compte CRP de 3,8 millions de dollars.

2. Intérêt prévu sur l'excédent actuariel initial

L'intérêt prévu au 31 mars 2007 sur l'excédent actuariel de 85,8 millions de dollars au 31 mars 2004 du Compte ARP s'est établi à 29,6 millions de dollars. L'intérêt prévu sur le déficit actuariel de 28,7 millions de dollars du Compte CRP s'est établi à 3,8 millions de dollars. Le taux d'intérêt prévu qui est crédité au Compte CRP représente la moitié du taux d'intérêt prévu à être crédité au Compte ARP puisque la moitié de chaque crédit d'intérêt est versée à l'Agence du revenu du Canada sous forme d'impôt remboursable.

3. Écart coût/cotisations

Tel que requis par la LARP, le gouvernement détermine le montant de ses cotisations aux Comptes. Ce montant, lorsque combiné avec les cotisations des parlementaires à l'égard du service courant, doit être suffisant pour couvrir le coût, tel qu'estimé par le président du Conseil du Trésor, de toutes les allocations qui seront constituées à l'égard d'une année spécifique. La différence entre la cotisation normale estimée dans l'examen précédent et les cotisations créditées aux Comptes a eu pour effet d'augmenter le déficit actuariel du Compte CRP de 2,3 millions de dollars et d'augmenter l'excédent actuariel du Compte ARP de 1,4 million de dollars.



4. Redressement du passif actuariel

Des paiements spéciaux versés par le gouvernement au Compte CRP ont réduit le déficit actuariel de 15,4 millions de dollars.

5. Gains et pertes actuariels

Depuis l'évaluation précédente, les gains et pertes actuariels ont eu pour effet de réduire l'excédent actuariel du Compte ARP de 5,4 millions de dollars et d'augmenter le déficit actuariel du Compte CRP de 0,2 million de dollars. Les principaux postes sont décrits dans le tableau qui suit.

Tableau 3 Gains et pertes actuariels
(millions \$)

| Gains et pertes d'exercice | Compte | |
|--|--------------|--------------|
| | ARP | CRP |
| Hypothèses démographiques (i) | (4,9) | (4,9) |
| Revenu d'intérêt (ii) | 0,4 | 3,6 |
| Cumul d'allocations et de rémunération (iii) | 1,4 | 1,0 |
| Indexation des allocations (iv) | (1,4) | (0,6) |
| Augmentations salariales | (0,3) | (0,5) |
| Plafond de la prestation annuelle (v) | (0,3) | 0,9 |
| Divers | (0,3) | 0,3 |
| Pertes d'exercice nettes | (5,4) | (0,2) |

- i) Les résultats démographiques, notamment la mortalité, la cessation au cours d'une année d'élection et d'autres facteurs, ont eu pour effet net de réduire l'excédent actuariel du Compte ARP de 4,9 millions de dollars et d'augmenter le déficit actuariel du Compte CRP de 4,9 millions de dollars.
- ii) Le taux d'intérêt porté au crédit des Comptes est déterminé par règlement. L'intérêt crédité à l'égard de chaque trimestre d'exercice a été de 2,5 % tel que prévu à la dernière évaluation. Les transferts d'argent faits à l'Agence du revenu du Canada ont été effectués en moyenne plus tard que prévu, ce qui a eu pour effet de diminuer le déficit actuariel du Compte CRP de 3,6 millions de dollars.
- iii) La réduction de l'allocation de retraite des pensionnés lorsqu'ils reçoivent une rémunération d'au moins 5 000 \$ au cours de toute période d'un an à titre d'employé régulier ou à contrat du gouvernement fédéral a augmenté l'excédent actuariel du Compte ARP de 1,4 million de dollars et diminué le déficit actuariel du Compte CRP de 1,0 million de dollars.
- iv) L'indexation des rentes payables a été plus élevée que prévue à l'évaluation précédente, ce qui a eu pour effet de diminuer l'excédent actuariel du Compte ARP de 1,4 million de dollars. Quant au déficit actuariel du Compte CRP, il a augmenté de 0,6 million de dollars.

- v) Le plafond de la prestation annuelle pouvant être constituée dans un régime de retraite enregistré a été relevé suite à l'annonce faite dans le budget fédéral de 2005. Ce nouveau plafond a eu pour effet de diminuer l'excédent actuariel du Compte ARP de 0,3 million de dollars et de diminuer le déficit actuariel du Compte CRP de 0,9 million de dollars.

6. Révision des hypothèses actuarielles

Les hypothèses actuarielles ont été révisées en fonction des tendances économiques et des résultats démographiques décrits à l'annexe 6. L'incidence (en millions de dollars) de ces révisions au 31 mars 2007 est décrite ci-après.

Tableau 4 Révision des hypothèses actuarielles
(millions \$)

| Hypothèse | Compte | |
|---|-------------|-------------|
| | ARP | CRP |
| Taux d'intérêt | 16,0 | 3,9 |
| Indexation des allocations | 8,6 | 10,0 |
| Taux de mortalité et facteurs de projection | (3,1) | (4,2) |
| Augmentations salariales | 0,8 | 1,5 |
| Taux de départs | 1,3 | 1,0 |
| Probabilité d'une élection générale | (0,1) | 0,4 |
| Incidence nette des révisions | 23,5 | 12,6 |

L'incidence nette de ces révisions est en grande partie attribuable aux changements apportés à l'hypothèse d'indexation des rentes et à l'hypothèse des taux d'intérêt. Tel que décrit à l'annexe 6, toutes les hypothèses économiques ont été modifiées, les plus importantes modifications sont montrées ci-dessous :

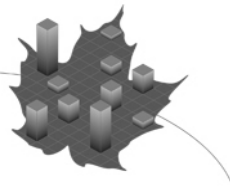
- le niveau d'inflation ultime supposé a été révisé et ramené de 2,7 % à 2,5 %;
- l'augmentation ultime supposée des gains moyens a été révisée et ramenée de 3,9 % à 3,8 %; et
- pour les années du régime 2008 à 2010 inclusivement, le taux d'intérêt statutaire a été utilisé et le taux d'intérêt ultime du Compte ARP a été révisé et ramené de 5,7 % à 5,35 %.

C. Certificat de coût

Les cotisations normales, les actifs et les passifs actuariels ont été calculés en fonction de l'actif décrit à l'annexe 3, des données exposées à l'annexe 4, de la méthodologie présentée à l'annexe 5 et des hypothèses énoncées à l'annexe 6. Les résultats futurs qui diffèrent des hypothèses correspondantes entraîneront des gains ou des pertes qui seront présentés dans les prochains rapports.

1. Coûts normaux

La valeur estimative des prestations qui s'accumuleront au nom des parlementaires pour l'année du régime 2008 correspond à 44,32 % de la rémunération ouvrant droit à pension. La masse salariale ouvrant droit à pension correspond à la somme



des items qui suivent :

- la somme des indemnités de session versées aux sénateurs et députés ayant constitué moins de 75 % des crédits de pension au 31 mars 2007; et
- la somme des allocations supplémentaires (y compris le salaire versé au premier ministre) pour lesquelles des cotisations facultatives sont versées par les sénateurs et députés.

Les détails des cotisations normales pour les Comptes ARP et CRP pour l'année du régime 2008 sont montrés dans le tableau qui suit. La cotisation normale totale correspond à la somme des cotisations normales pour les Comptes ARP et CRP. Les cotisations normales pour la Chambre des communes et le Sénat, incluses dans le tableau 5 sont montrées séparément aux annexes 7 et 8 respectivement.

Tableau 5 Cotisation normale pour l'année du régime 2008
(millions \$)

| | Compte | | |
|---|---------------|---------------|---------------|
| | ARP | CRP | Total |
| Cotisations requises des parlementaires | 1,6 | 2,6 | 4,2 |
| Cotisations normales du gouvernement | 5,7 | 16,4 | 22,1 |
| Cotisations normales totales | 7,3 | 19,0 | 26,3 |
| Rémunération ouvrant droit à pension | 59,4 | 59,4 | 59,4 |
| Cotisations normales totales en pourcentage de la rémunération ouvrant droit à pension | 12,28% | 32,04% | 44,32% |
| Ratio des cotisations du gouvernement à celles des parlementaires | 3,53 | 6,35 | 5,27 |

Le rapprochement des cotisations normales de cette évaluation avec les cotisations normales de l'évaluation précédente figure au tableau qui suit.

Tableau 6 Conciliation de la cotisation normale
(% de la rémunération ouvrant droit à pension)

| | Compte | | |
|--|--------------|--------------|--------------|
| | ARP | CRP | Total |
| Pour l'année du régime 2005 | 9,71 | 33,23 | 42,94 |
| Variation prévue des cotisations normales | 2,20 | 3,61 | 5,81 |
| Variations démographiques | 0,29 | (5,18) | (4,89) |
| Variation de la rémunération ouvrant droit à pension | 0,40 | 1,04 | 1,44 |
| Modifications apportées aux hypothèses | (0,32) | (0,68) | (1,00) |
| Correction de données | 0,00 | 0,02 | 0,02 |
| Pour l'année du régime 2008 | 12,28 | 32,04 | 44,32 |

2. Projection des cotisations normales

Les cotisations normales suivantes sont exprimées en dollars ainsi qu'en pourcentage de la rémunération ouvrant droit à pension prévue au cours de chaque année du régime.

Tableau 7 Cotisations normales prévues

| Année du régime | ARP | | Compte CRP | | Total | |
|-----------------|-------------|-------------|---------------|-------------|-------------|-------------|
| | Pourcentage | Millions \$ | Pourcentage | Millions \$ | Pourcentage | Millions \$ |
| 2008 | 12,28 | 7,3 | 32,04 | 19,0 | 44,32 | 26,3 |
| 2009 | 13,26 | 8,1 | 32,62 | 19,9 | 45,88 | 28,0 |
| 2010 | 14,35 | 9,0 | 34,62 | 21,8 | 48,97 | 30,8 |
| 2011 | 15,10 | 9,8 | 36,33 | 23,7 | 51,43 | 33,5 |
| 2012 | 15,29 | 10,3 | 37,06 | 24,9 | 52,35 | 35,2 |
| 2017 | 15,90 | 12,7 | 39,12 | 31,2 | 55,02 | 43,9 |
| 2022 | 15,91 | 15,7 | 39,17 | 38,6 | 55,08 | 54,3 |
| 2027 | 15,80 | 19,0 | 39,10 | 47,1 | 54,90 | 66,1 |

L'augmentation annuelle des cotisations normales prévues est attribuable à la progression de toutes les hypothèses économiques de leur niveau courant à leur niveau ultime.

Pour les années du régime 2008 à 2011, la transition de taux d'intérêt élevés (10,38 %) à des taux d'intérêt inférieurs (6,58 % pour l'année du régime 2011) constitue le facteur le plus important dans l'augmentation rapide des cotisations normales.

À partir de l'année du régime 2017, les cotisations normales prévues sont plus stables en raison de l'utilisation des hypothèses ultimes d'augmentations salariales et d'inflations avec des taux d'intérêt qui ne varient pas de manière significative.

3. Répartition des cotisations normales

Les cotisations normales qui précèdent sont acquittées conjointement par les parlementaires et le gouvernement. Les parlementaires versent les cotisations requises conformément au taux de cotisation applicable (voir les tableaux 46 à 51) et le gouvernement couvre le solde des cotisations normales.

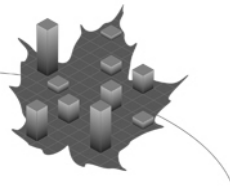


Tableau 8 Répartition des cotisations normales
(% de la rémunération ouvrant droit à pension)

| Année du régime | Compte | | | | | | | | |
|-----------------|--------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| | ARP | | | CRP | | | Total | | |
| | Gouv. | Parl. | Ratio | Gouv. | Parl. | Ratio | Gouv. | Parl. | Ratio |
| 2008 | 9,57 | 2,71 | 3,53 | 27,68 | 4,36 | 6,35 | 37,25 | 7,07 | 5,27 |
| 2009 | 10,47 | 2,79 | 3,75 | 28,33 | 4,29 | 6,60 | 38,80 | 7,08 | 5,48 |
| 2010 | 11,52 | 2,83 | 4,07 | 30,38 | 4,24 | 7,17 | 41,90 | 7,07 | 5,93 |

4. Cotisations pour service antérieur choisi

Les cotisations des parlementaires et du gouvernement établies au titre des choix pour service antérieur figurent au tableau qui suit.

Tableau 9 Cotisations pour service antérieur choisi
(dollars)

| Année du régime | Compte | | | |
|-----------------|--------------|----------------|--------------|----------------|
| | ARP | | CRP | |
| | Gouvernement | Parlementaires | Gouvernement | Parlementaires |
| 2008 | 71 621 | 19 895 | 252 691 | 36 099 |
| 2009 | 69 727 | 19 369 | 224 794 | 32 113 |
| 2010 | 63 527 | 17 646 | 217 181 | 31 026 |

5. Paiements spéciaux

La *Loi sur les allocations de retraite des parlementaires* interdit le transfert de fonds entre les Comptes. Même si le Compte ARP montre un excédent actuariel de 132,3 millions de dollars au 31 mars 2007, il n'est pas permis d'utiliser cet excédent actuariel pour réduire le déficit actuariel de 3,2 millions de dollars du Compte CRP.

D'après les taux d'intérêt utilisés pour l'évaluation décrits à l'annexe 5, le déficit actuariel de 3,2 millions de dollars pourrait être amorti avec six versements annuels égaux de 0,6 million de dollars payables à la fin des années du régime 2009 à 2014 inclusivement.

6. Frais d'administration

Les frais d'administration sont entièrement couverts par le gouvernement. Aucuns frais d'administration ne sont imputés aux Comptes.

D. Sensibilité aux variations des hypothèses économiques clés

Les résultats ci-dessous montrent la variation des cotisations normales pour l'année du régime 2008 et de l'excédent (déficit) actuariel au 31 mars 2007 des Comptes ARP et CRP si les hypothèses économiques clés changeaient d'un point de pourcentage par année à compter de l'année du régime 2008.

RAPPORT ACTUARIEL

Régime de pensions des PARLEMENTAIRES
au 31 mars 2007

Les estimations montrent à quel point les résultats d'évaluation reposent sur certaines hypothèses économiques clés. Les différences entre les résultats ci-dessous et ceux figurant dans le certificat de coût peuvent également servir de fondement pour évaluer de manière approximative l'incidence d'autres variations numériques d'une des hypothèses économiques clés, dans la mesure où cette incidence est linéaire.

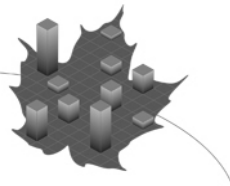
Tableau 10 Sensibilité aux variations des hypothèses clés

| Hypothèse(s) révisée(s) | Coût normal (%) | | Compte ARP (millions \$) | | Compte CRP (millions \$) | |
|---|-------------------------|-----------|-----------------------------|-----------|-----------------------------|-----------|
| | Année du régime 2008 | Incidence | Excédent actuariel | Incidence | Excédent actuariel | Incidence |
| Base actuelle | 44,32 | None | 132,2 | None | (3,2) | None |
| Taux d'intérêt | | | | | | |
| - si 1 % plus élevé ¹ | 39,16 | (5,16) | 164,2 | 32,0 | 19,5 | 22,7 |
| - si 1 % moins élevé ¹ | 50,62 | 6,30 | 93,2 | (39,0) | (29,1) | (25,9) |
| - si le taux sur l'argent frais est 1 % plus élevé | 40,49 | (3,83) | 152,4 | 20,2 | 12,9 | 16,1 |
| - si le taux sur l'argent frais est 1 % moins élevé | 48,81 | 4,49 | 108,8 | (23,4) | (20,9) | (17,7) |
| - conformément au règlement ² | 25,71 | (18,61) | 245,2 | 113,0 | 86,3 | 89,5 |
| Inflation | | | | | | |
| - si 1 % plus élevée | 52,01 | 7,69 | 88,4 | (43,8) | (55,3) | (52,1) |
| - si 1 % moins élevée | 38,30 | (6,02) | 168,7 | 36,5 | 37,8 | 4,0 |
| Augmentations de la rémunération | | | | | | |
| - si 1 % plus élevée | 46,77 | 2,45 | 129,1 | (3,1) | (9,1) | (5,9) |
| - si 1 % moins élevée | 42,12 | (2,20) | 135,1 | 2,9 | 2,2 | 5,4 |
| Hypothèses économiques ultimes ³ | 50,03 | 5,71 | 66,6 | (65,6) | (37,0) | (33,8) |

¹ La sensibilité des taux d'intérêts a été mesurée à partir de l'année du régime 2011. Pour les années du régime 2008 à 2010 inclusivement, le taux d'intérêt est présumé celui établi par règlements. La sensibilité des autres hypothèses a été mesurée à partir de l'année du régime 2008.

² Le taux d'intérêt établi par Règlement qui est de 2,5 % par trimestre a été utilisé pour les années futures. Voir l'annexe 5-D.

³ Taux d'intérêt : 5,35 %; inflation : 2,5 %; augmentation de la rémunération : 3,8 %.



III. Opinion actuarielle

À notre avis, dans le contexte où le présent rapport a été préparé conformément à la *Loi sur les rapports relatifs aux pensions publiques*,

- les données sur lesquelles l'évaluation repose sont suffisantes et fiables;
- les hypothèses utilisées sont, dans l'ensemble, appropriées;
- la méthodologie utilisée est appropriée.

En fonction des résultats de la présente évaluation, nous certifions par la présente qu'au 31 mars 2007, le coût pour le gouvernement au cours des trois prochaines années se présente comme suit :

Tableau 11 Coût total pour le gouvernement

| Année du régime | Cotisations normales (millions \$) | | Autres cotisations ¹ | Coût total | |
|-----------------|---------------------------------------|------|------------------------------------|---------------|--------------------------|
| | ARP | CRP | (millions \$) | (millions \$) | Pourcentage ² |
| 2008 | 5,7 | 16,4 | 0,3 | 22,4 | 37,71% |
| 2009 | 6,4 | 17,3 | 0,9 | 24,6 | 40,26% |
| 2010 | 7,2 | 19,1 | 0,9 | 27,2 | 43,17% |

Le présent rapport a été établi, et notre opinion donnée, conformément à la pratique actuarielle reconnue, et plus particulièrement aux Normes de pratique consolidées de l'Institut canadien des actuaires.

Autant que nous sachions, aucun événement subséquent n'est survenu entre la date d'évaluation et la date de ce rapport autre que l'annonce, décrite à l'annexe 1, du projet de loi C-19 qui vise à modifier la durée du mandat des sénateurs.

Michel Rapin

Jean-Claude Ménard

Michel Rapin, F.S.A., F.I.C.A.
Actuaire sénior

Jean-Claude Ménard, F.S.A., F.I.C.A.
Actuaire en chef

Ottawa, Canada
le 29 février 2008

¹ Y compris les cotisations du gouvernement pour le rachat de service antérieur et les paiements spéciaux.

² En pourcentage de la rémunération ouvrant droit à pension.

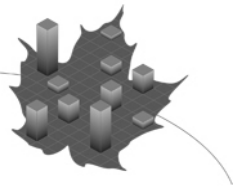
Annexe 1 – Événements subséquents

Le projet de loi C-19 a été introduit en octobre 2007. Ce projet de loi vise à modifier la *Loi constitutionnelle de 1867* et ainsi modifier la durée du mandat des sénateurs.

Si ce projet de loi est adopté, la durée du mandat des nouveaux sénateurs sera limitée à huit ans. Selon le système actuel, les sénateurs peuvent occuper leurs fonctions jusqu'à l'âge de 75 ans. En vertu du paragraphe 23 de la *Loi constitutionnelle de 1867*, un sénateur " devra être âgé de trente ans révolus" et en vertu du paragraphe 29(2) de la *Loi constitutionnelle de 1867*, " un sénateur qui est nommé au Sénat occupe sa place au Sénat jusqu'à ce qu'il atteigne l'âge de soixante-quinze ans". Ainsi un sénateur canadien peut servir, en théorie, pendant quarante-cinq ans.

Ce projet de loi affectera seulement les sénateurs qui seront nommés après l'adoption de ce projet de loi.

L'effet du projet de loi C-19 n'a pas été considéré dans ce rapport actuariel parce qu'il n'a pas encore été adopté.



Annexe 2 – Résumé des dispositions du régime

La *Loi sur les allocations de retraite des parlementaires* (LARP) régit les prestations de retraite des parlementaires, c'est-à-dire les sénateurs, les députés et le premier ministre. En conformité avec la LARP, le régime de pensions prévoit aussi une allocation aux survivants pour les conjoints et les enfants admissibles. Les prestations sont modifiées si la *Loi sur le partage des prestations de retraite* s'applique.

Les dispositions actuelles du régime de pensions sont résumées dans la première section de la présente annexe. Cette section ne fait pas de distinction entre les prestations qui sont payées par le Compte d'allocations de retraite des parlementaires (ARP) et le Compte de convention de retraite des parlementaires (CRP).

Le Compte ARP consigne les opérations liées aux prestations prévues au régime qui sont conformes aux règles de l'impôt sur le revenu visant les régimes de pensions agréés. Le Compte CRP consigne les opérations liées aux prestations prévues au régime qui excèdent les limites imposées par ces règles fiscales.

A. Adhésion

L'adhésion est obligatoire pour tous les parlementaires.

B. Cotisations

1. Cotisations des parlementaires

Le taux de cotisation des sénateurs et députés est de 7 % de l'indemnité de session tant qu'ils n'ont pas acquis 75 % de prestations constituées. Par la suite ils cotisent 1 % de leur indemnité de session.

Certains parlementaires reçoivent des allocations supplémentaires et un traitement à l'égard de fonctions qu'ils exercent, comme celles de président, de ministre, de chef de l'Opposition, de secrétaire parlementaire, etc. Ces parlementaires cotisent à raison de 7 % par année au régime, en fonction des allocations supplémentaires et du traitement, à moins qu'ils ne choisissent de ne pas verser ces cotisations ou de cotiser à un taux inférieur.

Le premier ministre doit cotiser 7 % de son traitement en cette qualité, en sus des cotisations à titre de député de la Chambre des communes.

Les parlementaires peuvent choisir de cotiser pour le service antérieur au Parlement. Ils doivent alors payer de l'intérêt sur les cotisations pour le service antérieur.

2. Cotisations du gouvernement

Le gouvernement est tenu de verser chaque mois et à chaque Compte un montant qui, une fois prises en compte les cotisations des parlementaires, sera suffisant pour assurer toutes les prestations futures acquises par les membres au cours du mois. Le taux de cotisation du gouvernement à chaque Compte varie d'une année à l'autre et représente un multiple des cotisations des parlementaires.

3. Intérêts

Chaque trimestre, le gouvernement crédite les intérêts sur le solde de chaque Compte, au taux prévu par règlement. Pour l'année du régime 2007, le taux d'intérêt était de 2,5 % par trimestre.

4. Passif actuariel futur non capitalisé

La *Loi sur les rapports relatifs aux pensions publiques* exige que si un passif actuariel non capitalisé est relevé dans un rapport actuariel triennal prévu par la loi, il faut porter annuellement au crédit du Compte ARP et du Compte CRP les sommes qui, de l'avis du président du Conseil du Trésor, permettront d'amortir entièrement ce déficit actuariel sur une période qui ne dépassera pas 15 ans.

C. Description sommaire des prestations

1. Allocation de retraite

• **Parlementaires**

Lorsque les parlementaires cessent d'exercer leurs fonctions à ce titre, ils ont droit de recevoir une allocation de retraite s'ils ont versé des cotisations au régime pendant au moins six ans. Pour les années de service allant jusqu'au 12 juillet 1995 inclusivement, les anciens parlementaires sont admissibles à une allocation de retraite immédiate. Pour leur service suivant cette date, ils n'ont pas droit de toucher une allocation de retraite avant l'âge de 55 ans.

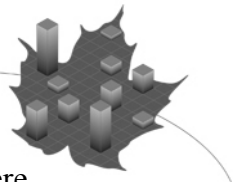
Le taux d'accumulation des prestations des députés à la Chambre des communes est de 5 % par année de service jusqu'au 12 juillet 1995 inclusivement, de 4 % par année de service après cette date jusqu'au 31 décembre 2000 et de 3 % par année de service à compter du 1^{er} janvier 2001 jusqu'à un maximum de 75 % de l'indemnité de session moyenne. Pour les sénateurs, le taux d'accumulation est de 3 % par année de service jusqu'à un maximum de 75 % de l'indemnité de session moyenne. À compter du 1^{er} janvier 2001, l'allocation de retraite est fondée sur la rémunération moyenne du parlementaire pendant les cinq années où son traitement a été le plus élevé.

Le taux d'accumulation des prestations des parlementaires sur leurs allocations supplémentaires et de traitement est de 5 % par année de service jusqu'au 12 juillet 1995 inclusivement, de 4 % par année de service après cette date jusqu'au 31 décembre 2000 et de 3 % par année de service à compter du 1^{er} janvier 2001 de l'indemnité de session moyenne. Un pro rata est appliqué sur ces taux si les allocations supplémentaires et les traitements sont différents de l'indemnité de session accordée au cours de l'année. Il n'y a aucune limite de prestation constituée sur les allocations supplémentaires et les traitements.

L'allocation de retraite d'un parlementaire retraité est suspendue lorsque le parlementaire retourne au Parlement comme sénateur ou comme député. Elle peut également suspendue s'il commence à travailler dans l'administration fédérale et que son traitement excède 5 000 dollars.

• **Premier ministre**

Pendant son mandat, le premier ministre doit cotiser pendant au moins quatre ans, pour avoir droit à une allocation de retraite. L'allocation lui est versée dès qu'il



n'exerce plus les fonctions de parlementaire ou à l'âge de 65 ans, selon la dernière de ces éventualités. Elle est égale aux deux tiers du traitement annuel du premier ministre en poste au moment où commence le versement de l'allocation.

2. Indemnité de retrait

Un remboursement des cotisations du parlementaire avec intérêts au taux prévu par règlement est versée au parlementaire dont le mandat prend fin avant qu'il n'ait accumulé six années de cotisation, ou qui est expulsé de la Chambre des communes, ou qui quitte le Sénat pour cause de déchéance.

3. Allocation aux survivants

• Parlementaires

Les conjoints survivants et les enfants admissibles peuvent recevoir une allocation.

Au décès d'un parlementaire, il est versé aux conjoints survivants une allocation égale aux trois cinquièmes de l'allocation annuelle de base à laquelle le parlementaire en poste aurait eu droit, ou que l'ancien parlementaire à la retraite recevait immédiatement avant son décès.

À chaque enfant de moins de 18 ans, ou âgé de 18 à 25 ans et aux études à plein temps, il est versé une allocation égale au dixième de l'allocation annuelle de base du parlementaire, ou à deux dixièmes si aucune allocation n'est versée au conjoint survivant.

• Premier ministre

Il est versé au conjoint survivant admissible une allocation égale à la moitié de l'allocation versée à l'ancien premier ministre pour le service en cette qualité. Les enfants admissibles d'un ancien premier ministre reçoivent l'allocation pour le service en tant que parlementaire.

4. Indexation

Les allocations aux parlementaires retraités et à leurs survivants sont rajustées au début de chaque année civile. Le rajustement correspond au pourcentage de la hausse de la moyenne de l'indice des prix à la consommation (IPC) pour la période de 12 mois se terminant le 30 septembre précédent, par rapport à la moyenne de l'IPC pour la période de 12 mois se terminant le 30 septembre de l'année précédente.

Les paiements d'indexation ne commencent pas à être versés à l'ancien parlementaire avant qu'il n'atteigne l'âge de 60 ans. Lorsque l'indexation entre en vigueur, les paiements tiennent compte de l'augmentation cumulative de l'IPC depuis que le parlementaire a quitté ses fonctions.

Les allocations aux survivants sont indexées immédiatement à partir de la date à laquelle un parlementaire a quitté ses fonctions.

5. Prestation minimale

Si le parlementaire, actuel ou retraité, décède sans laisser de survivant admissible à une allocation, le montant représentant l'excédent de ses cotisations sur les allocations déjà versées à son égard est versé à sa succession.

D. Définitions et notes explicatives**1. Indemnité de session****• Député de la Chambre des communes**

C'est la rémunération payable à un député établie conformément aux articles 55 à 58 inclusivement, de la *Loi sur le Parlement du Canada*. L'indemnité de session annuelle à partir du 1^{er} avril 2007 pour les députés est 150 800 dollars. Par la suite l'indemnité de session annuelle augmentera selon un indice qui est décrit à l'annexe 6.

• Sénateur

C'est la rémunération payable à un sénateur établie conformément aux articles 55 à 58 inclusivement, de la *Loi sur le Parlement du Canada*. L'indemnité de session annuelle à partir du 1^{er} avril 2007 pour les sénateurs est 125 800 dollars. Par la suite leur indemnité de session annuelle sera égale à l'indemnité de session annuelle payable à un député réduite de 25 000 dollars.

2. Moyenne annuelle de l'indemnité de session

La moyenne annuelle de l'indemnité de session aux fins du régime correspond à la moyenne des indemnités annuelles de session pendant toute période de service ouvrant droit à pension de cinq ans choisie par le parlementaire.

3. Allocation supplémentaire

Les deux composantes que voici constituent l'allocation supplémentaire d'un parlementaire aux fins du présent rapport :

• Traitement

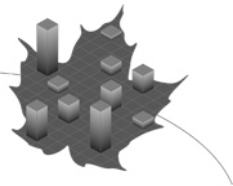
C'est la rémunération d'un parlementaire établie conformément à l'article 4 de la *Loi sur les traitements* et aux articles 60 et 61 de la *Loi sur le Parlement du Canada*. Elle a été modifiée par le projet de loi C-30 à partir du 1^{er} avril 2004.

• Allocation annuelle

C'est la rémunération d'un parlementaire établie conformément à l'article 62 de la *Loi sur le Parlement du Canada*. Elle a été modifiée par le projet de loi C-30 à partir du 1^{er} avril 2004.

4. Convention de retraite

C'est un mécanisme offrant des prestations de retraite qui ne peuvent être versées conformément aux règles de l'impôt sur le revenu régissant les régimes de pensions agréés. Néanmoins, les cotisations versées par les parlementaires au Compte CRP sont dispensées de l'impôt sur le revenu des particuliers. Toutefois, le répondant du régime (le gouvernement) paie un impôt remboursable sur tous les montants portés au crédit du Compte CRP. Ainsi, 50 % de tous les montants portés au crédit du Compte CRP chaque année (cotisations et intérêts) sont versés à l'Agence du revenu du Canada (ARC) à titre d'impôt remboursable en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (LIR), tandis qu'une somme représentant 50 % de toutes les allocations versées par le régime aux parlementaires ou à leur égard est remboursée au Compte CRP par l'ARC.



5. Plafond des gains

Le plafond des gains d'un parlementaire relativement à une ou plusieurs sessions d'une année civile désigne la rémunération maximale ouvrant droit à pension (indemnité de session et allocation supplémentaire combinées) à l'égard de laquelle des allocations peuvent être acquises au cours de cette année civile dans le cadre d'un régime de pensions agréé au sens de la LIR. Ce montant était de 111 110 \$ pour l'année civile 2007 et augmentera à 122 200 \$ pour l'année civile 2009. Par la suite il sera indexé au rythme de l'indice des gains hebdomadaires moyens de l'industrie.

6. Gains ouvrant droit à pension

Les gains ouvrant droit à pension correspondent à la moyenne de l'indemnité de session, qui exclut toute allocation supplémentaire à l'égard de laquelle des cotisations ont été versées au régime. Ces cotisations ont pour effet de majorer l'allocation de retraite en augmentant le nombre d'années de service ouvrant droit à pension.

7. Allocations de retraite

(a) Parlementaires assujettis au régime

Le parlementaire a droit à une allocation annuelle lorsqu'il met fin à sa participation après avoir cotisé pendant au moins six ans. La partie de cette allocation annuelle provenant du Compte ARP s'appelle « allocation de retraite de base », tandis que la partie provenant du Compte CRP s'appelle « allocation compensatoire ». Le montant annuel de l'allocation de retraite de base et de l'allocation compensatoire payable à un parlementaire correspond au produit de l'indemnité de session moyenne du parlementaire et de la fraction représentée par la somme de (i) et (ii), ou

i) la somme, sous réserve d'un maximum de 0,75 :

- à l'égard des cotisations versées au titre de l'indemnité de session d'un député :

le nombre d'années de service ouvrant droit à pension multiplié par les taux annuels correspondant de constitution de rentes indiqués au tableau 52, selon le moment où le service ouvrant droit à pension a été accumulé ou le choix exercé.

- à l'égard des cotisations versées au titre de l'indemnité de session d'un sénateur :

le nombre d'années de service ouvrant droit à pension multiplié par les taux annuels correspondants de constitution de rentes indiqués au tableau 53, selon le moment où le service ouvrant droit à pension a été cumulé ou le choix exercé.

ii) à l'égard des cotisations versées au titre des allocations supplémentaires de parlementaire :

le nombre d'années calculées de service ouvrant droit à pension fondé sur les cotisations versées au titre des allocations supplémentaires, multiplié par les taux annuels correspondants de constitution de rentes indiqués au tableau 54, selon le moment où le service ouvrant droit à pension a été cumulé ou le choix exercé.

(b) Premier ministre

Les anciens premiers ministres ont droit à une allocation compensatoire s'ils ont cotisé pendant au moins quatre ans au Compte CRP au taux de 7 % du traitement qu'ils ont reçu à titre de premier ministre. Ces cotisations sont des cotisations additionnelles à celles versées en tant que parlementaire recevant des allocations supplémentaires (traitement ou/et allocation annuelle) tel que défini dans la section D-3. Le montant annuel de l'allocation compensatoire, qui est payable à compter de la date où le premier ministre met fin à sa participation ou atteint l'âge de 65 ans, selon celle de ces dates qui est postérieure à l'autre, correspond aux deux tiers du traitement annuel versé au premier ministre le jour où l'allocation compensatoire est payable.

8. Allocations de survivant

Les allocations de survivant suivantes sont payables au moment du décès d'un parlementaire ou d'un pensionné qui a satisfait aux exigences d'admissibilité à une allocation de retraite ou compensatoire.

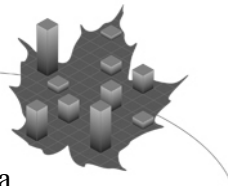
• Parlementaires ou pensionnés

Dans le cas d'un survivant, l'allocation correspond aux trois cinquièmes de l'allocation de retraite payable. S'il y a plus d'un survivant, la personne qui était mariée au participant reçoit les trois cinquièmes de l'allocation de retraite moins le montant payable à la personne qui cohabitait avec le participant dans une union de nature conjugale. Ce montant est égal aux trois cinquièmes de l'allocation de retraite multipliés par le ratio suivant : le nombre d'années pendant lesquelles le survivant a cohabité avec le parlementaire ou un ancien parlementaire, lorsque celui-ci était parlementaire, divisé par le nombre d'années où le parlementaire ou l'ancien parlementaire était un parlementaire.

Dans le cas de chaque enfant, une allocation égale au dixième de l'allocation de retraite, jusqu'à concurrence de trois dixièmes est payable. Si le parlementaire ou l'ancien parlementaire décède sans laisser de survivant, deux dixièmes de l'allocation de retraite est payable à concurrence de huit dixièmes au total pour tous les enfants survivants.

• Premier ministre

Dans le cas d'un survivant, une allocation égale à la moitié de l'allocation compensatoire que la personne recevait à titre d'ancien premier ministre au moment de son décès ou à laquelle elle aurait eu droit si, immédiatement avant son décès, elle avait cessé d'occuper le poste de premier ministre et avait atteint l'âge de 65 ans. S'il y a plus d'un survivant, la personne mariée au premier ministre reçoit la moitié de l'allocation compensatoire de l'ancien premier ministre moins le montant payable à la personne qui cohabitait avec le premier ministre dans une union de nature conjugale. Ce montant correspond au produit de la moitié de l'allocation de retraite et du ratio suivant : le nombre d'années où le survivant a cohabité avec le parlementaire ou un ancien parlementaire alors que ce dernier était parlementaire, divisé par le nombre d'années où le parlementaire ou un ancien parlementaire était un parlementaire.



Il n'y a pas d'allocation aux enfants associée à l'allocation compensatoire que la personne recevait à titre d'ancien premier ministre.

9. Allocation d'invalidité

(a) Lorsque la personne n'a pas atteint l'âge de 55 ans

L'allocation compensatoire temporaire différée devient une allocation temporaire immédiate payable dans les deux cas suivants :

- Un parlementaire qui démissionne pour raison d'invalidité et qui a droit à une prestation d'invalidité aux termes du Régime de pensions du Canada ou du Régime de rentes du Québec.
- Un ancien parlementaire qui a droit à une prestation d'invalidité aux termes du Régime de pensions du Canada ou du Régime de rentes du Québec.

L'allocation de retraite de base débute à l'âge de 60 ans.

(b) Lorsqu'un ancien parlementaire a atteint l'âge de 55 ans ou lorsqu'un parlementaire a entre 55 et 65 ans

Il n'y a pas d'allocation d'invalidité officielle dans ce cas et le parlementaire ou l'ancien parlementaire a droit à l'allocation de retraite payable immédiatement.

(c) Lorsque la personne a 65 ans au moment où elle démissionne pour raison d'invalidité

Un parlementaire qui a atteint 65 ans et qui démissionne pour raison d'invalidité peut choisir entre les deux prestations que voici :

- Le parlementaire peut choisir de recevoir une allocation d'invalidité correspondant à 70 % de ses traitements et allocations annuels, conformément à la *Loi sur le Parlement du Canada*. L'allocation est payable si une indemnité de départ n'a pas été versée (sauf l'indemnité de départ supplémentaire décrite à la note 12) et jusqu'à la prochaine élection générale pour les députés ou jusqu'à l'âge de 75 ans pour les sénateurs. L'allocation d'invalidité cesse aussi d'être versée si l'ancien parlementaire révoque le choix ou décède. L'ancien parlementaire qui touche l'allocation d'invalidité continue de cotiser au Compte ARP et au Compte CRP. Ces cotisations sont calculées à l'égard des traitements et allocations sur lesquels repose le montant de l'allocation d'invalidité.

Lorsque l'allocation d'invalidité cesse d'être versée autrement qu'en raison du décès, l'ancien parlementaire a droit à l'allocation de retraite qui lui est payable en tenant compte des années de service accumulées pendant qu'il recevait l'allocation d'invalidité. Étant donné que cette allocation d'invalidité est une disposition de la *Loi sur le Parlement du Canada*, elle n'a pas fait l'objet d'une évaluation actuarielle dans le cadre du présent rapport.

- Le parlementaire qui a choisi de ne pas toucher l'allocation d'invalidité dont il est question ci haut a le droit de recevoir l'allocation de retraite qui lui est immédiatement payable¹.

¹ Cette option peut être plus avantageuse pour l'ancien parlementaire qui ne recevait aucune allocation supplémentaire lorsqu'il a démissionné et qui avait déjà accumulé 75 % de l'indemnité moyenne de session à titre d'allocation de retraite.

10. Années de service ouvrant droit à pension

Tel que décrit dans la section des notes explicatives portant sur les gains ouvrant droit à pension, le fait de cotiser aux allocations supplémentaires apporte aux parlementaires des années additionnelles de service ouvrant droit à pension plutôt que d'augmenter les gains ouvrant droit à pension en fonction desquels l'allocation de retraite est calculée. Étant donné que le traitement total d'un parlementaire peut varier d'une année à l'autre en fonction du montant des allocations supplémentaires qu'il reçoit, un mécanisme de ce genre permet d'éliminer l'inconvénient de recevoir des allocations supplémentaires longtemps avant la date de la retraite. Chaque dollar de cotisation est converti en une période de service ouvrant droit à pension et est appliqué aux plus récentes indemnités de session.

11. Conjoint survivant admissible

Dans le cas d'un parlementaire, le conjoint survivant admissible est la personne qui était mariée au parlementaire immédiatement avant son décès ou qui cohabitait avec lui dans une relation de nature conjugale depuis au moins un an immédiatement avant son décès.

Dans le cas d'un ancien parlementaire, le conjoint survivant admissible est la personne qui était mariée avec l'ancien parlementaire immédiatement avant son décès, et avant la date à laquelle il a perdu sa qualité de parlementaire, ou qui cohabitait avec lui dans une union de nature conjugale depuis au moins un an immédiatement avant son décès, lorsque cette cohabitation a commencé pendant que l'ancien parlementaire avait qualité de parlementaire.

12. Enfant survivant admissible

Un enfant survivant admissible est un enfant ou un enfant du conjoint (ou une personne adoptée soit légalement, soit de fait) d'un parlementaire ou d'un ancien parlementaire qui

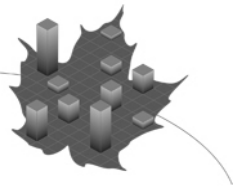
- a moins de 18 ans ou;
- a au moins 18 ans, mais moins de 25 ans, fréquentant à plein temps une école ou une université et ayant poursuivi de telles études sans interruption notable depuis le 18^e anniversaire ou depuis la date du décès du parlementaire ou de l'ancien parlementaire, selon la dernière de ces éventualités.

13. Remboursement des cotisations

Si un parlementaire perd sa qualité de parlementaire avant d'avoir satisfait aux exigences d'admissibilité au titre d'une allocation de retraite, ou s'il cesse d'être sénateur à la suite d'une déchéance ou est expulsé de la Chambre des communes, il a droit au remboursement de toutes ses cotisations avec intérêt.

14. Prestation de décès minimale

Si un parlementaire ou un pensionné décède sans laisser de survivant admissible, ou si le survivant décède, le montant représentant l'excédent des cotisations et de l'intérêt versé au titre des cotisations de service antérieur sur toutes les rentes qui ont été payées au parlementaire et au survivant admissible est versé à sa succession.



15. Indexation des allocations de retraite

Des rajustements de prestations correspondant aux augmentations de l'indice des prix à la consommation (IPC) s'appliquent aux allocations payables sur le Compte ARP et le Compte CRP aux pensionnés et aux survivants. L'allocation rajustée, qui s'applique dès le début de chaque année civile, correspond au produit du montant de l'allocation et de la moyenne de l'IPC pour la période de 12 mois se terminant le 30 septembre de l'année précédente, le tout divisé par la moyenne de la période correspondante se terminant un an plus tôt.

Bien que les prestations au survivant et les rentes d'invalidité soient indexées dès le premier versement, les allocations de retraite et compensatoires ne le sont qu'à l'âge de 60 ans. Toutefois, l'augmentation à cet âge tient alors compte de l'augmentation cumulative depuis que le parlementaire a cessé de siéger au Parlement.

L'augmentation est aussi cumulative dans le cas d'une allocation de retraite compensatoire d'un ancien premier ministre si elle est fondée sur le traitement annuel payable au premier ministre le jour où l'allocation compensatoire est payable.

L'allocation rajustée correspond au montant initial de l'allocation annuelle, à laquelle le bénéficiaire est admissible, multiplié par l'excédent, sur l'unité, du ratio de l'indice des prestations de l'année du paiement à l'indice des prestations à la date à laquelle la personne à qui, ou à l'égard du service de qui, la pension est payable, est réputée avoir cessé de siéger au Parlement. Si la date réelle de cessation d'emploi est postérieure au 21 juin 1982, alors la date réputée de cessation est le premier jour du mois suivant, sans quoi il s'agit du premier jour de janvier précédant immédiatement la date réelle de cessation.

16. Rente immédiate

Une rente immédiate désigne une rente qui devient payable immédiatement à la retraite. Le montant annuel est égal au produit du taux d'accumulation approprié et de l'indemnité de session moyenne du parlementaire, multiplié par le nombre d'années de service ouvrant droit à pension au moment où les taux d'accumulation étaient en vigueur. Un parlementaire comptant des années de service ouvrant droit à pension accumulé avant le 13 juillet 1995 a droit à une rente immédiate du Compte CRP.

17. Rente différée

Une rente différée est une rente qui devient normalement payable à un pensionné lorsqu'il atteint l'âge de 55 ans si elle est payable à même le Compte CRP, et lorsqu'il atteint 60 ans si la rente est payable à même le Compte ARP pour le service ouvrant droit à pension cumulé après le 13 juillet 1995. Le paiement annuel est déterminé comme s'il s'agissait d'une rente immédiate (voir la note 16 ci-haut), mais est rajusté pour tenir compte de l'indexation (voir la note 15 ci-haut) à partir de la date de cessation au début du versement de la rente.

18. Retraite obligatoire pour inconduite

En cas de retraite obligatoire pour inconduite, le cotisant a droit au remboursement des cotisations¹ et des intérêts.

19. Choix de prestation réversible au conjoint

Un pensionné qui a droit à une allocation de retraite et qui a un survivant auquel aucune prestation de survivant ne serait versée, si le pensionné décède, peut choisir, sous réserve du règlement, de recevoir, au lieu de toutes les allocations de retraite futures, une prestation réversible au conjoint. Le montant de la prestation réversible est déterminé en rajustant, conformément au règlement, l'ensemble des allocations de retraite, mais la valeur actuarielle actualisée de la prestation réversible ne peut pas être inférieure à la valeur actuarielle actualisée de l'allocation de retraite initiale. Le choix d'une prestation réversible est irrévocable, sauf dans les circonstances et selon les modalités prévues par la loi. Lorsqu'un ancien parlementaire qui a fait un tel choix devient n'importe quand par la suite un parlementaire, le choix est réputé être révoqué ce jour-là. Si le choix est en vigueur au décès de l'ancien parlementaire, une prestation réversible dont le montant sera déterminé conformément au règlement sera versée à la personne qui était le survivant de l'ancien parlementaire au moment du choix et au moment du décès.

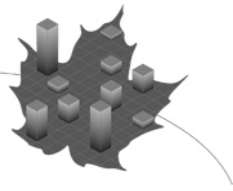
20. Partage des prestations de retraite en cas de rupture de l'union conjugale

Conformément à la *Loi sur le partage des prestations de retraite*, en cas de rupture d'union conjugale (y compris une union de nature conjugale), une somme forfaitaire peut être transférée par ordonnance du tribunal ou consentement mutuel à partir de l'actif du régime au crédit de l'ancien conjoint d'un cotisant ou pensionné. À la date du transfert, le montant transférable maximal correspond à la moitié de la valeur des prestations de retraite cumulées par le cotisant ou le pensionné pendant la période de cohabitation. Si les prestations du parlementaire ne sont pas acquises, le montant transférable maximal correspond à la moitié des cotisations versées par le parlementaire pendant la période visée par le partage, cumulées avec les intérêts au taux applicable à un remboursement des cotisations. Les prestations du cotisant ou du pensionné sont ensuite réduites en conséquence. Lorsqu'une allocation ou une autre prestation cumulée par un parlementaire ou un ancien parlementaire pendant une période de service ouvrant droit à pension est partagée aux termes de la *Loi sur le partage des prestations de retraite*, le conjoint ou l'ancien conjoint à l'égard duquel le partage est effectué n'a plus droit aux prestations de survivant ou à une prestation réversible à l'égard de ce service.

21. Suspension de l'allocation

Une allocation payable à un pensionné est suspendue à l'égard de tout mois au cours duquel il est sénateur ou député.

¹ Aucune cotisation n'est versée par un parlementaire pendant une session au cours de laquelle il perd sa qualité de sénateur pour raison de déchéance ou est expulsé de la Chambre des communes.

**22. Cumul d'allocations de retraite et de rémunération**

Si un pensionné, recevant une allocation de retraite en vertu de dispositions de ce régime, reçoit également une rémunération d'au moins 5 000 \$ au cours de toute période d'un an à titre d'employé régulier ou à contrat du gouvernement fédéral, le total de toutes les allocations de retraite du pensionné payable pour cette année, en vertu de la LARP, est réduit de 1 \$ pour chaque dollar de rémunération reçu au cours de cette année. L'effet de cette disposition a été pris en compte dans le cadre du présent examen.

23. Taux d'intérêt pour le calcul d'un montant forfaitaire

Le taux d'intérêt servant au calcul des remboursements forfaitaires de cotisations au titre du service antérieur est prévu par règlement (actuellement 4 % par année).

Annexe 3 – Actif du régime

A. Compte des allocations de retraite des parlementaires

L'actif consigné dans le Compte ARP est constitué uniquement de titres théoriques, c.-à-d. qu'aucun titre de créance n'a été émis au Compte par le gouvernement en reconnaissance de ces montants.

Les cotisations pour service actuel et antérieur versées par les parlementaires et le gouvernement sont portées au crédit du Compte ARP. Le taux d'intérêt appliqué aux mouvements nets de trésorerie (cotisations moins prestations et paiements d'impôt ou remboursements) du Compte ARP est fixé par règlement et est actuellement de 2,5 % par trimestre. L'intérêt est crédité à la fin du trimestre sur le solde au début du trimestre. Toutes les prestations versées conformément au régime sont imputées au Compte ARP au moment opportun.

La conciliation de l'actif théorique du Compte ARP de la dernière date d'évaluation à la date d'évaluation actuelle figure au tableau ci-après. Depuis la dernière évaluation, le solde du Compte a augmenté de 92,1 millions de dollars pour atteindre 486,7 millions de dollars au 31 mars 2007.

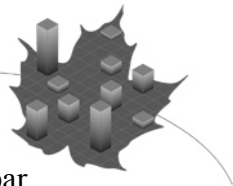
Tableau 12 Conciliation des soldes du Compte ARP
(millions\$)

| | Compte ARP | | | |
|--|-------------|-------------|-------------|--------------|
| | 2005 | 2006 | 2007 | 2005-2007 |
| Solde d'ouverture des Comptes publics | 394,6 | 422,5 | 453,3 | 394,6 |
| REVENU | | | | |
| Cotisations des parlementaires | 1,4 | 1,6 | 1,6 | 4,6 |
| Cotisations du gouvernement | 4,7 | 5,2 | 5,4 | 15,3 |
| Intérêt | 40,5 | 43,4 | 46,6 | 130,5 |
| Total partiel | 46,6 | 50,2 | 53,6 | 150,4 |
| DÉPENSES | | | | |
| Allocations annuelles | 18,1 | 18,9 | 20,1 | 57,1 |
| Retour des cotisations | 0,2 | 0,2 | 0,0 | 0,4 |
| Paiements de partage des prestations | 0,4 | 0,1 | 0,1 | 0,6 |
| Transferts | 0,0 | 0,2 | 0,0 | 0,2 |
| Total partiel | 18,7 | 19,4 | 20,2 | 58,3 |
| Solde de fermeture des Comptes publics | 422,5 | 453,3 | 486,7 | 486,7 |

B. Compte de conventions de retraite des parlementaires

L'actif consigné dans le Compte CRP est constitué uniquement de titres théoriques, c.-à-d. qu'aucun titre de créance n'a été émis au Compte par le gouvernement en reconnaissance de ces montants.

Les cotisations pour services actuel et antérieur versées par les parlementaires et le gouvernement sont portées au crédit du Compte CRP. Le taux d'intérêt appliqué aux mouvements nets de trésorerie (cotisations moins prestations et paiements d'impôt ou



remboursements) du Compte CRP est fixé par règlement et est actuellement de 2,5 % par trimestre. À chaque année civile, un paiement égal au montant net de l'impôt, s'il y en a un, déterminé à la fin de l'année et payable conformément au paragraphe 207.7(1) ou remboursable aux termes du paragraphe 207.7(2) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* est porté au débit ou au crédit du Compte CRP. Toutes les prestations versées conformément au régime sont imputées au Compte CRP au moment opportun.

Le tableau ci-après montre la conciliation de l'actif du Compte CRP de la dernière date d'évaluation à la date d'évaluation actuelle. Depuis la dernière évaluation, le solde du Compte a augmenté de 48,2 millions de dollars pour atteindre 155,1 millions de dollars au 31 mars 2007.

Tableau 13 Conciliation des soldes du Compte CRP
(millions \$)

| | Compte CRP | | | |
|--|-------------|-------------|-------------|--------------|
| | 2005 | 2006 | 2007 | 2005-2007 |
| Solde d'ouverture des Comptes publics | 106,9 | 125,5 | 140,8 | 106,9 |
| REVENU | | | | |
| Cotisations des parlementaires | 2,6 | 2,7 | 2,6 | 7,9 |
| Cotisations du gouvernement | 25,9 | 22,4 | 16,2 | 64,5 |
| Intérêt | 11,7 | 13,6 | 15,1 | 40,4 |
| Total partiel | 40,2 | 38,7 | 33,9 | 112,8 |
| DÉPENSES | | | | |
| Allocations annuelles | 3,3 | 4,1 | 5,9 | 13,3 |
| Retour des cotisations | 0,3 | 0,4 | 0,0 | 0,7 |
| Impôt remboursable versé à l'ARC | 17,9 | 18,3 | 13,5 | 49,7 |
| Paiements de partage des prestations | 0,1 | 0,6 | 0,2 | 0,9 |
| Total partiel | 21,6 | 23,4 | 19,6 | 64,6 |
| Solde de fermeture des Comptes publics | 125,5 | 140,8 | 155,1 | 155,1 |

C. Compte d'impôt remboursable

Au cours de la période depuis la dernière évaluation, le Compte CRP a versé à l'ARC un montant de 49,7 millions de dollars à titre d'impôt remboursable qui représente 50 % des mouvements nets de trésorerie du Compte. Aucun crédit d'impôt n'a été remboursé au Compte. Le bilan de Compte au 31 mars 2007 a été estimé à 137,6 millions de dollars.

D. Sources des données sur l'actif

Les données relatives aux Comptes apparaissant aux sections A et B ci-dessus sont tirées des Comptes publics du Canada. En vertu de l'article 8 de la *Loi sur les rapports relatifs aux pensions publiques*, le Bureau du contrôleur général du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada a fourni une attestation de la valeur de l'actif du régime au 31 mars 2007.

Annexe 4 – Données sur les participants

A. Sources des données sur les participants

La Division de la comptabilité de la Direction du service de l'administration et du personnel du Sénat a fourni des dossiers individuels renfermant des données d'évaluation sur les sénateurs. La Division de la Chambre des communes de Travaux publics et services gouvernementaux Canada a fourni des dossiers semblables pour les députés et le premier ministre.

B. Validation des données sur les participants

Nous avons procédé à certains tests d'uniformité interne ainsi qu'à des tests d'uniformité avec les données utilisées dans l'évaluation précédente à l'égard du rapprochement des données sur les membres, de l'information de base (date de naissance, date d'embauche, date de cessation d'emploi, sexe, etc.), des niveaux de rémunération et des rentes aux survivants et pensionnés.

À la lumière des omissions et des incohérences recensées dans le cadre des vérifications mentionnées ci-haut et d'autres vérifications, les ajustements nécessaires ont été apportés aux données de base après consultation de leurs fournisseurs.

C. Conciliation des données sur les participants

Les tableaux qui suivent ont été établis à partir des données de base et affichent la conciliation des données sur les parlementaires, les pensionnés et les survivants au cours de la période allant d'avril 2004 à mars 2007 inclusivement.

Tableau 14 Conciliation des parlementaires

| | Chambre des communes | | | Sénat | | |
|---------------------------------------|----------------------|-----------|------------|-----------|-----------|------------|
| | Homme | Femme | Total | Homme | Femme | Total |
| Parlementaires au 31 mars 2004 | 236 | 63 | 299 | 66 | 34 | 100 |
| Nouveaux participants | 141 | 37 | 178 | 12 | 6 | 18 |
| Cessations | | | | | | |
| Allocations de retraite | | | | | | |
| Cessations | (100) | (31) | (131) | (12) | (5) | (17) |
| Décès | (3) | - | (3) | (2) | (1) | (3) |
| Sommes forfaitaires | | | | | | |
| Cessations | (32) | (5) | (37) | (2) | (3) | (5) |
| Décès | - | - | - | - | - | - |
| Nomination au Sénat | - | - | - | | | |
| Parlementaires au 31 mars 2007 | 242 | 64 | 306 | 62 | 31 | 93 |
| Sièges vacants | | | 2 | | | 12 |
| Âge moyen au 31 mars 2007 | 51,4 | 54,0 | 52,0 | 65,3 | 64,7 | 65,1 |
| Service moyen au 31 mars 2007 | 6,1 | 5,7 | 6,0 | 14,1 | 10,3 | 12,8 |

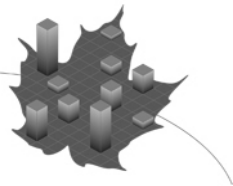


Tableau 15 Députés au 31 mars 2007

| Âge au dernier anniversaire | Années de service complètes | | | | | | | | | | Toutes les durées |
|-----------------------------|-----------------------------|-----|-------|-------|-----|-------|-----|-------|-------|-----|-------------------|
| | Homme | | | | | Femme | | | | | |
| | 0-4 | 5-9 | 10-14 | 15-19 | 20+ | 0-4 | 5-9 | 10-14 | 15-19 | 20+ | |
| 25-29 | 7 | | | | | 2 | | | | | 9 |
| 30-34 | 9 | 2 | | | | 2 | 1 | | | | 14 |
| 35-39 | 12 | 6 | | | | 4 | | | | | 22 |
| 40-44 | 23 | 3 | 3 | | | 6 | 2 | 1 | | | 38 |
| 45-49 | 18 | 8 | 2 | 1 | | 7 | 3 | 2 | 1 | | 42 |
| 50-54 | 16 | 12 | 8 | 1 | | 7 | 4 | 4 | | | 52 |
| 55-59 | 22 | 18 | 10 | 5 | 1 | 6 | 4 | 2 | 1 | | 69 |
| 60-64 | 13 | 6 | 14 | 3 | 1 | 1 | 1 | 3 | | | 42 |
| 65-69 | 6 | 2 | 5 | 1 | 1 | | | | | | 15 |
| 70-74 | 1 | | 1 | 1 | | | | | | | 3 |
| Tous les âges | 127 | 57 | 43 | 12 | 3 | 35 | 15 | 12 | 2 | 0 | 306 |

Tableau 16 Sénateurs au 31 mars 2007

| Âge au dernier anniversaire | Années de service complètes | | | | | | | | | | Toutes les durées |
|-----------------------------|-----------------------------|-----|-------|-------|-----|-------|-----|-------|-------|-----|-------------------|
| | Homme | | | | | Femme | | | | | |
| | 0-4 | 5-9 | 10-14 | 15-19 | 20+ | 0-4 | 5-9 | 10-14 | 15-19 | 20+ | |
| 45-49 | 1 | | | | | | | | | | 1 |
| 50-54 | 1 | | | 1 | | | 1 | | | | 3 |
| 55-59 | 5 | 2 | 1 | | | 2 | 2 | | | | 12 |
| 60-64 | 3 | 2 | 5 | 1 | 4 | 4 | 2 | 2 | 1 | 1 | 25 |
| 65-69 | 2 | 2 | 5 | 6 | 3 | 1 | 1 | 4 | 1 | 2 | 27 |
| 70-74 | 1 | 6 | | 2 | 9 | 1 | 1 | 3 | | 2 | 25 |
| Tous les âges | 13 | 12 | 11 | 10 | 16 | 8 | 7 | 9 | 2 | 5 | 93 |

Tableau 17 Parlementaires recevant une allocation supplémentaire au 31 mars 2007¹
Nombre et moyenne annuelle des allocations supplémentaires

| Âge au dernier anniversaire | Années de service complètes | | | | | | | | Toutes les durées |
|-----------------------------|-----------------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|-----------------|------------------|------------------|-------------------|
| | Chambre des Communes | | | | Sénat | | | | |
| | 0-4 | 5-9 | 10-14 | >15 | 0-4 | 5-9 | 10-14 | >15 | |
| < 35 | 8 | 2 | | | | | | | 10 |
| | 17 637 \$ | 12 950 \$ | | | | | | | 16 700 \$ |
| 35-39 | 5 | 4 | | | | | | | 9 |
| | 32 842 \$ | 20 250 \$ | | | | | | | 27 246 \$ |
| 40-44 | 11 | 2 | 2 | | | | | | 15 |
| | 22 100 \$ | 43 700 \$ | 5 500 \$ | | | | | | 22 767 \$ |
| 45-49 | 7 | 7 | 2 | | | | | | 16 |
| | 43 930 \$ | 37 914 \$ | 38 850 \$ | | | | | | 40 663 \$ |
| 50-54 | 9 | 11 | 7 | | | | | | 27 |
| | 15 178 \$ | 17 692 \$ | 26 543 \$ | | | | | | 19 149 \$ |
| 55-59 | 13 | 12 | 10 | 5 | 1 | 1 | 1 | | 43 |
| | 23 076 \$ | 21 938 \$ | 13 986 \$ | 28 520 \$ | 21 900 \$ | 2 512 \$ | 1 292 \$ | | 20 266 \$ |
| 60-64 | 8 | 6 | 9 | 3 | | 1 | 1 | 1 | 29 |
| | 27 240 \$ | 30 386 \$ | 9 388 \$ | 29 466 \$ | | 5 120 \$ | 6 400 \$ | 34 500 \$ | 21 350 \$ |
| 65 + | 3 | | 4 | | 1 | 1 | 3 | 3 | 15 |
| | 27 733 \$ | | 9 728 \$ | | 6 400 \$ | 1 292 \$ | 34 933 \$ | 31 842 \$ | 22 009 \$ |
| Tous les âges | 64 | 44 | 34 | 8 | 2 | 3 | 5 | 4 | 164 |
| | 24 901 \$ | 24 998 \$ | 15 817 \$ | 28 875 \$ | 14 150 \$ | 2 975 \$ | 22 498 \$ | 32 507 \$ | 22 818 \$ |

| | Homme | Femme | Total |
|--|-----------|-----------|-----------|
| Chambre des Communes | | | |
| Nombre | 120 | 30 | 150 |
| Âge moyen | 52,0 | 53,0 | 52,2 |
| Nombre moyen d'années complètes de service | 7,1 | 6,1 | 6,9 |
| Allocation supplémentaire moyenne | 23 511 \$ | 21 366 \$ | 23 082 \$ |
| Sénat | | | |
| Nombre | 8 | 6 | 14 |
| Âge moyen | 63,1 | 65,5 | 64,1 |
| Nombre moyen d'années complètes de service | 13,4 | 10,2 | 12,0 |
| Allocation supplémentaire moyenne | 15 354 \$ | 26 152 \$ | 19 982 \$ |

¹ Les allocations supplémentaires comprennent l'augmentation qui a été accordée le 1^{er} avril 2007.

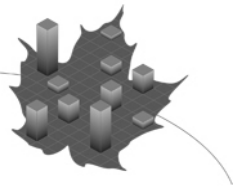


Tableau 18 Conciliation des pensionnés

| | Anciens députés | | | Anciens sénateurs | | |
|--|-----------------|-----------|------------|-------------------|-----------|-----------|
| | Homme | Femme | Total | Homme | Femme | Total |
| Pensionnés au 31 mars 2004 | 328 | 27 | 355 | 37 | 10 | 47 |
| Corrections de données | (2) | - | (2) | - | - | - |
| Nouveaux pensionnés | 100 | 31 | 131 | 12 | 5 | 17 |
| Décès | (27) | (2) | (29) | (6) | (1) | (7) |
| Retours au parlement | (8) | (1) | (9) | 0 | 0 | 0 |
| Pensionnés au 31 mars 2007 | 391 | 55 | 446 | 43 | 14 | 57 |
| Suspension d'allocations de retraite – cumul d'allocations et de rémunération | (14) | (1) | (15) | - | (1) | (1) |
| Pensionnés touchant une allocation de retraite au 31 mars 2007 | | | | | | |
| Nombre | 377 | 54 | 431 | 43 | 13 | 56 |
| Âge moyen | 67,6 | 64,0 | 67,1 | 78,5 | 79,8 | 78,8 |
| Allocation de retraite moyenne | 45 821 \$ | 45 417 \$ | 45 770 \$ | 56 037 \$ | 38 181 \$ | 51 892 \$ |

Tableau 19 Allocations de retraite versées par le Compte ARP

| Âge au dernier anniversaire | Pensionnés | | Survivants | | Total | |
|-----------------------------|------------|------------------|------------|------------------|--------|------------------|
| | Nombre | Allocations (\$) | Nombre | Allocations (\$) | Nombre | Allocations (\$) |
| <50 | 21 | 57 715 | 10 | 44 771 | 31 | 102 486 |
| 50 - 54 | 33 | 470 880 | 3 | 30 420 | 36 | 501 300 |
| 55 - 59 | 49 | 707 924 | 4 | 100 039 | 53 | 807 963 |
| 60 - 64 | 61 | 2 080 339 | 10 | 313 424 | 71 | 2 393 763 |
| 65 - 69 | 91 | 3 891 398 | 12 | 302 463 | 103 | 4 193 861 |
| 70 - 74 | 76 | 3 358 671 | 15 | 402 337 | 91 | 3 761 008 |
| 75 - 79 | 73 | 3 051 287 | 32 | 793 800 | 105 | 3 845 087 |
| 80 - 84 | 55 | 2 197 131 | 31 | 758 659 | 86 | 2 955 790 |
| 85 - 89 | 23 | 863 356 | 27 | 537 831 | 50 | 1 401 187 |
| >89 | 5 | 138 310 | 13 | 279 907 | 18 | 418 217 |
| Tous les âges | 487 | 16 817 011 | 157 | 3 563 651 | 644 | 20 380 662 |

Tableau 20 Allocations de retraite versées par le Compte CRP

| Âge au dernier anniversaire | Pensionnés | | Survivants | | Total | |
|-----------------------------|------------|------------------|------------|------------------|--------|------------------|
| | Nombre | Allocations (\$) | Nombre | Allocations (\$) | Nombre | Allocations (\$) |
| <50 | 21 | 102 747 | 10 | 40 724 | 31 | 143 471 |
| 50 - 54 | 33 | 266 652 | 3 | 22 168 | 36 | 288 820 |
| 55 - 59 | 49 | 1 854 074 | 4 | 22 162 | 53 | 1 876 236 |
| 60 - 64 | 61 | 887 493 | 10 | 20 235 | 71 | 907 728 |
| 65 - 69 | 91 | 1 244 630 | 12 | 11 412 | 103 | 1 256 042 |
| 70 - 74 | 76 | 689 357 | 15 | 33 188 | 91 | 722 545 |
| 75 - 79 | 73 | 556 430 | 32 | 23 633 | 105 | 580 063 |
| 80 - 84 | 55 | 194 951 | 31 | 31 723 | 86 | 226 674 |
| 85 - 89 | 23 | 19 670 | 27 | 663 | 50 | 20 333 |
| >89 | 5 | 0 | 13 | 0 | 18 | 0 |
| Tous les âges | 487 | 5 816 004 | 157 | 205 908 | 644 | 6 021 912 |

Tableau 21 Allocations de retraite versées par les Comptes ARP et CRP

| Pensionnés | | Survivants | | Total | |
|------------|------------------|------------|------------------|--------|------------------|
| Nombre | Allocations (\$) | Nombre | Allocations (\$) | Nombre | Allocations (\$) |
| 487 | 22 633 015 | 157 | 3 769 559 | 644 | 26 402 574 |

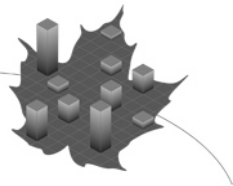


Tableau 22 Allocations de retraite moyennes - Anciens députés

| Âge au dernier anniversaire | Anciens députés | Compte ARP | | Compte CRP | | | Allocations de retraite en paiements (\$) |
|-----------------------------|-----------------|---------------------|-------------------------|---------------------|----------------------------|-------------------------|---|
| | | Jusqu'à 60 ans (\$) | À partir de 60 ans (\$) | Jusqu'à 55 ans (\$) | De 55 jusqu' à 60 ans (\$) | À partir de 60 ans (\$) | |
| <45 | 11 | 0 | 19 659 | 4 713 | 41 439 | 23 973 | 4 713 |
| 45 - 49 | 10 | 5 772 | 23 458 | 5 090 | 34 408 | 19 918 | 10 862 |
| 50 - 54 | 33 | 14 269 | 32 956 | 8 080 | 33 172 | 20 609 | 22 349 |
| 55 - 59 | 49 | 14 447 | 34 756 | | 37 838 | 23 050 | 52 285 |
| 60 - 64 | 61 | | 34 104 | | | 14 549 | 48 653 |
| 65 - 69 | 85 | | 44 110 | | | 14 084 | 58 194 |
| 70 - 74 | 72 | | 45 228 | | | 9 169 | 54 397 |
| 75 - 79 | 53 | | 40 323 | | | 4 865 | 45 188 |
| 80 - 84 | 37 | | 37 691 | | | 1 472 | 39 163 |
| 85 - 89 | 18 | | 31 610 | | | 0 | 31 610 |
| >90 | 2 | | 11 622 | | | 0 | 11 622 |
| Tous les âges | 431 | | | | | | 45 770 |

Tableau 23 Allocations de retraite moyennes - Anciens sénateurs

| Âge au dernier anniversaire | Anciens sénateurs | Compte ARP | | Compte CRP | | | Allocations de retraite en paiements (\$) |
|-----------------------------|-------------------|---------------------|-------------------------|---------------------|----------------------------|-------------------------|---|
| | | Jusqu'à 60 ans (\$) | À partir de 60 ans (\$) | Jusqu'à 55 ans (\$) | De 55 jusqu' à 60 ans (\$) | À partir de 60 ans (\$) | |
| <75 | 10 | | 24 431 | | | 7 672 | 32 103 |
| 75 - 79 | 20 | | 45 709 | | | 14 929 | 60 638 |
| 80 - 84 | 18 | | 44 588 | | | 7 804 | 52 392 |
| 85 - 89 | 5 | | 58 874 | | | 3 934 | 62 808 |
| >90 | 3 | | 38 355 | | | 0 | 38 355 |
| Tous les âges | 56 | | | | | | 51 892 |

Tableau 24 Allocations de retraite moyennes suspendues

| Âge au dernier anniversaire | Anciens parlementaires | Compte ARP | | Compte CRP | | | Allocations de retraite en paiements (\$) |
|-----------------------------|------------------------|---------------------|-------------------------|---------------------|----------------------------|-------------------------|---|
| | | Jusqu'à 60 ans (\$) | À partir de 60 ans (\$) | Jusqu'à 55 ans (\$) | De 55 jusqu' à 60 ans (\$) | À partir de 60 ans (\$) | |
| <55 | 2 | 8 924 | 38 762 | 16 036 | 63 175 | 36 417 | 24 960 |
| 55 - 59 | 4 | 11 127 | 25 718 | | 23 554 | 15 004 | 34 681 |
| 60 - 64 | 2 | | 26 631 | | | 8 186 | 34 817 |
| 65 - 69 | 3 | | 55 168 | | | 17 548 | 72 716 |
| >69 | 5 | | 70 002 | | | 3 797 | 73 799 |
| Tous les âges | 16 | | | | | | 52 839 |

Tableau 25 Conciliation des conjoints survivants

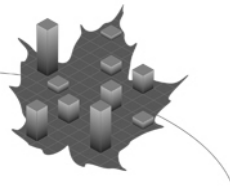
| | Anciens députés | | | Anciens sénateurs | | |
|-----------------------------------|-----------------|-----------|------------|-------------------|-----------|-----------|
| | Homme | Femme | Total | Homme | Femme | Total |
| Survivants au 31 mars 2004 | 101 | 1 | 102 | 44 | 1 | 45 |
| Corrections de données | (5) | - | (5) | - | - | - |
| Nouveaux survivants | 17 | 1 | 18 | 5 | 1 | |
| Décès | (11) | - | (11) | (6) | 0 | (6) |
| Survivants au 31 mars 2007 | | | | | | |
| Nombre | 102 | 2 | 104 | 43 | 2 | 45 |
| Âge moyen | 77,8 | 67,5 | 77,6 | 78,2 | 81,0 | 78,3 |
| Allocation de retraite moyenne | 23 441 \$ | 21 410 \$ | 23 402 \$ | 28 768 \$ | 36 896 \$ | 29 129 \$ |

Tableau 26 Allocations moyennes aux survivants d'anciens parlementaires admissibles à une allocation immédiate

| Âge au dernier anniversaire | Chambre des communes | | | Sénat | | | | |
|-----------------------------|----------------------|-----------------|-----------------|---------------|-----------|-----------------|-----------------|---------------|
| | Nombre | Compte ARP (\$) | Compte CRP (\$) | Total (\$) | Nombre | Compte ARP (\$) | Compte CRP (\$) | Total (\$) |
| <60 | 4 | 14 834 | 11 713 | 26 547 | 5 | 20 623 | 5 199 | 25 822 |
| 60 - 64 | 7 | 26 116 | 2 308 | 28 424 | 3 | 43 538 | 1 360 | 44 898 |
| 65 - 69 | 11 | 25 097 | 799 | 25 896 | 1 | 26 393 | 2 623 | 29 016 |
| 70 - 74 | 9 | 27 012 | 666 | 27 678 | 6 | 26 538 | 4 533 | 31 071 |
| 75 - 79 | 28 | 23 413 | 137 | 23 550 | 4 | 34 560 | 4 949 | 39 509 |
| 80 - 84 | 20 | 23 693 | 161 | 23 854 | 11 | 25 891 | 2 590 | 28 481 |
| 85 - 89 | 14 | 17 459 | 0 | 17 459 | 7 | 22 311 | 95 | 22 406 |
| >89 | 11 | 19 431 | 0 | 19 431 | 8 | 25 425 | 0 | 25 425 |
| Tous les âges | 104 | | | 23 402 | 45 | | | 29 129 |

Tableau 27 Allocations moyennes aux enfants survivants d'anciens parlementaires admissibles à une allocation immédiate

| Âge au dernier anniversaire | Chambre des communes | | | Sénat | | | | |
|-----------------------------|----------------------|-----------------|-----------------|--------------|----------|-----------------|-----------------|--------------|
| | Nombre | Compte ARP (\$) | Compte CRP (\$) | Total (\$) | Nombre | Compte ARP (\$) | Compte CRP (\$) | Total (\$) |
| 0 - 17 | 4 | 2 307 | 2 717 | 5 024 | 1 | 888 | 335 | 1 223 |
| 18 - 24 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 | 888 | 335 | 1 223 |
| Tous les âges | 4 | | | 5 024 | 4 | | | 1 223 |



Annexe 5 – Méthodologie

A. Actif

L'actif du régime se compose essentiellement des soldes du Compte ARP et du Compte CRP et du Compte de l'impôt remboursable détenu par l'Agence du revenu du Canada. L'actif consigné dans le Compte ARP et le Compte CRP est constitué uniquement de titres théoriques, c.-à-d. qu'aucun titre de créance n'a été émis aux Comptes par le gouvernement en reconnaissance de ces montants.

La seule autre composante de l'actif concerne la valeur escomptée à l'aide des hypothèses actuarielles de toutes les cotisations futures des parlementaires et des crédits correspondants du gouvernement à l'égard du service antérieur choisi.

B. Coûts normaux

La méthode de répartition des prestations avec projection des salaires (appelée également méthode de répartition des prestations acquises) a servi au calcul des cotisations normales. Selon cette méthode, la cotisation normale d'une année donnée correspond à la valeur escomptée, à l'aide des hypothèses actuarielles, de toutes les prestations futures constituées à l'égard du service ouvrant droit à pension de cette année. Conformément à cette méthode, l'indemnité de session et les allocations supplémentaires sont projetées jusqu'à la retraite en utilisant les taux hypothétiques d'augmentation annuelle de la rémunération moyenne.

C. Passif actuariel

1. À l'égard des parlementaires

Conformément à la méthode de répartition des prestations avec projection des salaires, utilisée pour le calcul des coûts normaux, le passif actuariel à la date d'évaluation à l'égard des parlementaires actifs correspond à la valeur, actualisée à l'aide des hypothèses actuarielles, de toutes les prestations futures alors constituées à l'égard du service de toutes les années écoulées.

2. À l'égard des pensionnés et des survivants

Conformément à la pratique actuarielle reconnue, le passif actuariel à la date d'évaluation à l'égard des pensionnés (y compris les pensionnés admissibles à une rente différée) et des survivants correspond à la valeur, actualisée à l'aide des hypothèses actuarielles, de toutes les prestations futures déjà en paiement à la date d'évaluation.

D. Taux d'intérêt hypothétiques

Le *Règlement sur les allocations de retraite des parlementaires* actuellement en vigueur stipule que l'intérêt à créditer au Compte ARP et au Compte CRP à l'égard de chaque trimestre d'exercice est calculé à raison de 2,5 % du solde au crédit des Comptes le dernier jour du trimestre précédent.

Aux fins de projection des coûts et des passifs actuariels, le taux d'intérêt établi par règlement a été utilisé jusqu'à la date de la prochaine évaluation actuarielle. Par la suite il semble plus approprié de supposer qu'advenant un changement au niveau général des taux d'intérêt, le Règlement, qui stipule l'intérêt à créditer au Compte, pourrait être modifié.

Ainsi, les taux d'intérêt d'évaluation pour les années de régime après 2010 correspondent au taux annuel d'intérêt projeté en utilisant la valeur comptable des Comptes combinés des régimes établis en vertu de la *Loi sur la pension de la fonction publique*, de la *Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes* et de la *Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada*. Ces trois régimes sont réputés être le modèle le plus approprié pour estimer les taux d'intérêt futurs.

Les taux d'intérêt prévus du Compte ont été déterminés selon un processus itératif, tenant compte de ce qui suit :

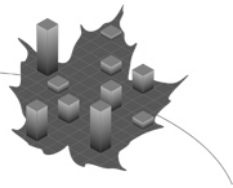
- le portefeuille combiné d'obligations théoriques des trois Comptes de pension de retraite à la date d'évaluation;
- les taux d'intérêt futurs présumés sur les nouvelles rentrées d'argent (annexe 6);
- les prestations futures prévues payables à l'égard de tous les droits ouvrant droit à pension acquis jusqu'au 31 mars 2000;
- les cotisations futures prévues relativement aux choix pour service antérieur;
- les frais d'administration futurs prévus, et
- tout en assumant que le taux d'intérêt trimestriel crédité aux Comptes est calculé comme si le montant du principal au début du trimestre reste inchangé au cours du trimestre.

E. Paiements spéciaux

Les paiements spéciaux ont été calculés en utilisant les taux d'intérêt d'évaluation montrés au tableau 29. Si le gouvernement décidait de modifier les taux d'intérêt stipulé par le règlement avant la prochaine évaluation actuarielle, les paiements spéciaux devraient être recalculés.

F. Données sur les participants

Aux fins de l'évaluation, les données individuelles sur les parlementaires ont été utilisées.



Annexe 6 – Hypothèses actuarielles

La probabilité de liquidation avec insuffisance de l'actif est pratiquement nulle puisque le régime est parrainé par le gouvernement. Par conséquent, toutes les hypothèses utilisées dans le présent rapport sont fondées sur la meilleure estimation, c'est-à-dire qu'elles découlent de notre jugement le plus éclairé au sujet des résultats futurs à long terme du régime.

A. Hypothèses économiques

1. Hypothèses économiques clés

Les hypothèses économiques de base suivantes à l'égard de chaque année future ne sont pas utilisées directement dans l'évaluation. Toutefois, l'évaluation est fondée sur les hypothèses économiques dérivées de ces hypothèses de base.

(a) Taux d'intérêt sur l'argent frais

Le taux ultime d'intérêt réel¹ sur l'investissement des mouvements nets de trésorerie des obligations à long terme (au moins 20 ans jusqu'à échéance) du gouvernement du Canada est réputé être 2,85 % par année. Dans l'évaluation précédente, le taux ultime d'intérêt réel était réputé 3,0 %.

(b) Taux d'inflation

La hausse des prix, mesurée par les variations de l'Indice des prix à la consommation (I PC), a tendance à fluctuer d'une année à l'autre. D'après l'engagement renouvelé de la Banque du Canada et du gouvernement à maintenir l'inflation dans une fourchette de 1 % à 3 % jusqu'en 2011, un taux d'inflation de 2,0 % a été supposé pour les années du régime 2008 à 2012. À partir de 2013, le taux est majoré de manière uniforme à son taux ultime de 2,5 % en 2017. Dans l'évaluation précédente, le taux d'inflation ultime était réputé 2,7 %.

(c) Augmentation moyenne des salaires canadiens

Le taux de productivité ultime supposé (c.-à-d. excédent de l'augmentation réelle des gains moyens d'emploi sur l'inflation) est fixé à 1,3 % par année. On a supposé que les augmentations réelles des gains moyens progresseront au cours de la période choisie de 7 ans pour atteindre le taux ultime de 1,3 % par année au cours de l'année du régime 2015. Dans l'évaluation précédente, le taux de productivité ultime était réputé 1,2 %.

Pour la période terminée en décembre 2006, le tableau suivant a été préparé selon le Rapport sur les statistiques économiques canadiennes, 1924-2006 de l'Institut canadien des actuaires.

¹ Il convient de noter que tous les taux réels d'intérêt mentionnés dans le présent rapport sont en fait des écarts de taux d'intérêt réels. Ceci diffère de la définition technique du taux d'intérêt réel qui, dans le cas de l'hypothèse du taux ultime d'intérêt réel, serait de 2,78 % (dérivé de 1,0535/1,025) au lieu de 2,85 %.

Tableau 28 Statistiques économiques

| Période d'années se terminant en 2006 | 15 | 25 | 50 |
|--|-------|-------|-------|
| Taux d'inflation | 1,9 % | 3,0 % | 4,1 % |
| Augmentations réelles ¹ des gains moyens | 0,1 % | 0,1 % | 1,0 % |
| Rendement réel moyen ² des obligations à long terme du Canada | 7,8 % | 8,9 % | 3,4 % |

2. Hypothèses économiques dérivées

Les hypothèses suivantes sont dérivées des hypothèses économiques clés :

(a) Taux d'intérêt d'évaluation

Après l'année du régime 2010, les taux d'intérêt d'évaluation utilisés pour le Compte ARP sont les taux d'intérêt projetés sur le Compte. Le taux d'intérêt établi par règlement a été utilisé pour les années de régime 2008 à 2010 inclusivement. Pour le Compte CRP, la moitié des taux utilisés pour le Compte ARP ont été utilisés puisque la moitié de chaque crédit d'intérêt est versée à l'ARC sous forme d'impôt remboursable.

Ces taux sont requis aux fins du calcul des valeurs actualisées des prestations servant à déterminer les passifs actuariels et les cotisations normales du Compte ARP et du Compte CRP, respectivement. La méthodologie utilisée pour déterminer les taux d'intérêt projetés sur le Compte est décrite à l'annexe 5. Le taux d'intérêt ultime est 5,35 %; il était 5,70 % à la dernière évaluation.

(b) Augmentation du facteur d'indexation des prestations

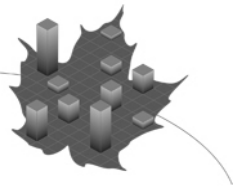
Le facteur d'indexation des prestations de l'année est utilisé dans l'évaluation pour tenir compte des ajustements des pensions en raison de l'inflation. Il a été obtenu par application de la formule d'indexation des prestations décrite à l'annexe 2, qui fait appel aux augmentations hypothétiques de l'IPC au cours de périodes successives de 12 mois se terminant le 30 septembre.

(c) Augmentations des salaires des parlementaires

L'indemnité de session versée aux parlementaires est défini par la loi. Pour les années subséquentes à l'année du régime 2004, l'augmentation annuelle des indemnités de session des députés est égale à l'indemnité de session de l'année du régime précédente et du produit de ce montant par un indice. Cet indice est la moyenne des rajustements des taux des salaires de base, pour toute année civile, issus des principales ententes conclues à l'égard d'unités de négociation de cinq cents employés et plus dans le secteur privé au Canada.

Aux fins de l'évaluation, la rémunération des parlementaires est présumée suivre la même augmentation que la moyenne des salaires canadiens auquel ils sont indexés suivant un décalage de quelques mois. La rémunération des sénateurs est présumée être inférieure de 25 000 \$ à la rémunération des députés.

¹ Ces taux réels sont calculés une fois le taux d'inflation retiré géométriquement.



(d) Augmentation de la rémunération maximale ouvrant droit à pension (RMODP)

La RMODP est prise en compte dans le processus d'évaluation du fait que les prestations acquises à l'égard de la rémunération ouvrant droit à pension (l'indemnité de session et l'allocation supplémentaire) qui est supérieure à la RMODP doivent être provisionnées dans un compte de convention de retraite. La RMODP était de 111 100 \$ en 2007 et elle augmentera à 122 200 \$ en 2009. Par la suite elle devrait augmenter selon l'augmentation pour la moyenne des salaires canadiens.

3. Sommaire des hypothèses économiques

Tableau 29 Hypothèses économiques
(pourcentage)¹

| Année du régime | Taux d'intérêt | | Inflation | | Augmentations des gains provenant d'un emploi Maximum des | | |
|-----------------|------------------------------|-------------------|-----------------------|----------------------|---|-------------------------------|-----------------------------|
| | Rendement sur l'argent frais | Taux d'évaluation | Augmentation de l'IPC | Facteur d'indexation | Rémunération moyenne | gains ouvrant droit à pension | Salaires des parlementaires |
| 2008 | 4,47 | 10,38 | 2,0 | 1,8 | 2,3 | 5,0 | 2,1 |
| 2009 | 4,50 | 10,38 | 2,0 | 2,0 | 2,5 | 4,8 | 2,4 |
| 2010 | 4,52 | 10,38 | 2,0 | 2,0 | 2,7 | 2,6 | 2,5 |
| 2011 | 4,66 | 6,58 | 2,0 | 2,0 | 2,8 | 2,7 | 2,7 |
| 2012 | 4,70 | 6,14 | 2,0 | 2,0 | 3,0 | 2,9 | 2,8 |
| 2013 | 4,84 | 5,92 | 2,1 | 2,1 | 3,2 | 3,1 | 3,0 |
| 2014 | 4,98 | 5,75 | 2,2 | 2,2 | 3,4 | 3,3 | 3,2 |
| 2015 | 5,12 | 5,59 | 2,3 | 2,3 | 3,6 | 3,5 | 3,4 |
| 2016 | 5,25 | 5,39 | 2,4 | 2,4 | 3,7 | 3,6 | 3,6 |
| 2017 | 5,35 | 5,24 | 2,5 | 2,5 | 3,8 | 3,7 | 3,7 |
| 2022 | 5,35 | 5,00 | 2,5 | 2,5 | 3,8 | 3,8 | 3,8 |
| 2027 | 5,35 | 5,02 | 2,5 | 2,5 | 3,8 | 3,8 | 3,8 |
| 2032 | 5,35 | 5,30 | 2,5 | 2,5 | 3,8 | 3,8 | 3,8 |
| 2037+ | 5,35 | 5,35 | 2,5 | 2,5 | 3,8 | 3,8 | 3,8 |

B. Parlementaires touchant une allocation supplémentaire

Outre l'indemnité de session qu'ils touchent, certains parlementaires reçoivent une allocation supplémentaire à titre de ministre, président, chef de l'opposition, etc. Il faut établir des hypothèses sur les parlementaires qui recevront une allocation supplémentaire pour déterminer les cotisations normales du régime pour les années futures.

Dans le présent examen, on a posé l'hypothèse que les parlementaires, qui reçoivent une allocation supplémentaire à la date d'évaluation, continueront de la recevoir tant qu'ils seront au Parlement. Cette hypothèse est la même que celle utilisée dans le dernier examen actuariel.

¹ Les chiffres réels sont en caractères gras.

C. Hypothèses démographiques

Sauf indication contraire, toutes les hypothèses démographiques ont comme par le passé été déterminées en fonction des résultats passés du régime. Elles ont été obtenues en révisant les hypothèses démographiques de l'évaluation précédente pour refléter les résultats observés d'avril 2004 à mars 2007, là où ces résultats ont été jugés crédibles.

1. Nouveaux parlementaires

Des hypothèses sur le nombre, l'âge et le sexe des nouveaux parlementaires sont requises aux fins du calcul de chacune des cotisations normales inscrites au certificat de coût. Des hypothèses semblables ont aussi été posées pour les parlementaires qui commencent à toucher des allocations supplémentaires. Nous avons supposé que le nombre de nouveaux parlementaires est tel que la population au Sénat et à la Chambre des communes demeurerait constantes à l'avenir. De plus, pour le Sénat, on a fait l'hypothèse que les sièges vacants seront comblés au cours de l'année du régime 2008.

La répartition hypothétique, selon l'âge, des nouveaux parlementaires a été modifiée pour cette évaluation. La répartition hypothétique, selon l'âge, des nouveaux députés découle des résultats du régime observés entre 1982 et 2007, tandis que la répartition hypothétique, selon l'âge, des nouveaux sénateurs découle des résultats propres à ces groupes entre 1965 et 2007, en raison de leur nombre plus modeste. Une plus grande crédibilité actuarielle a été attribuée aux tendances récentes. Les hypothèses de l'évaluation précédente ont été utilisées pour les parlementaires commençant à recevoir une allocation supplémentaire. La répartition de ces groupes selon l'âge figure au tableau 30.

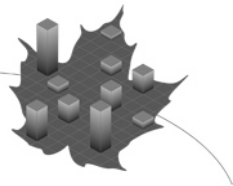
Tableau 30 Répartition hypothétique des nouveaux parlementaires

| Age au dernier anniversaire | Chambre des communes | Sénat | Recevant une allocation supplémentaire |
|-----------------------------|----------------------|-------|--|
| 20 - 24 | 0,011 | - | - |
| 25 - 29 | 0,042 | - | 0,011 |
| 30 - 34 | 0,075 | - | 0,054 |
| 35 - 39 | 0,122 | 0,013 | 0,137 |
| 40 - 44 | 0,178 | 0,066 | 0,204 |
| 45 - 49 | 0,201 | 0,121 | 0,209 |
| 50 - 54 | 0,175 | 0,176 | 0,180 |
| 55 - 59 | 0,124 | 0,208 | 0,127 |
| 60 - 64 | 0,061 | 0,175 | 0,062 |
| 65 - 69 | 0,011 | 0,133 | 0,016 |
| 70 - 74 | - | 0,108 | - |

2. Taux de cessation

• Députés

La probabilité de départ de la Chambre des communes a été déterminée pour chaque année en fonction de la probabilité d'une élection générale cette année-là. Dans le présent rapport, une série particulière de taux de cessation est réputée applicable aux années d'élection générale, et une série distincte de taux visent les autres années.



i) Taux de cessation à l'égard d'une année d'élection générale

Les cessations pour une année d'élection englobent toutes les cessations, sauf les décès. Les taux gradués ont été obtenus en utilisant les résultats observés entre 1984 et 2007. Les probabilités qui en découlent figurent au tableau 31.

ii) Taux de cessation pendant une année sans élection générale

Les cessations au cours d'une année sans élection générale englobent toutes les cessations, sauf les décès. Les taux utilisés sont les mêmes que ceux utilisés dans le rapport de 2004. Les probabilités présumées figurent au tableau 31.

Le taux de cessation pour invalidité et le taux d'incidence de l'invalidité n'ont pas été pris en compte dans la présente évaluation. Cette hypothèse a été utilisée dans le rapport précédent. Nous avons jugé que l'effet d'omettre le taux d'incidence de l'invalidité sur les résultats de l'évaluation était négligeable.

• **Sénateurs**

Comme à l'évaluation précédente, la probabilité de cessation est de zéro avant la fin de la sixième année de service. Pour les plus longs états de service, les taux ont été changés pour cette évaluation. Les taux sont ceux qui ont été utilisés dans le rapport actuariel de 2001 pondérés par un facteur de 0,39. Ce facteur représente le ratio des cessations observées entre 1984 et 2007 sur le nombre de cessations prévues au cours de la même période en utilisant les hypothèses du rapport actuariel de 2004. Puisque les sénateurs doivent quitter leur fonction lorsqu'ils atteignent 75 ans, le taux de cessation à l'âge de 75 ans est de 1,0.

Tableau 31 Échantillon des taux de cessation présumés des parlementaires

| Années de service complètes | Députés au cours d'une année sans élection | Sénateurs | Âge au dernier anniversaire | Députés au cours d'une année d'élection |
|-----------------------------|--|-----------|-----------------------------|---|
| 0 | 0,0010 | 0,0000 | 25 | 0,100 |
| 1 | 0,0028 | 0,0000 | 30 | 0,100 |
| 2 | 0,0046 | 0,0000 | 35 | 0,287 |
| 3 | 0,0056 | 0,0000 | 40 | 0,361 |
| 4 | 0,0064 | 0,0000 | 45 | 0,345 |
| 5 | 0,0064 | 0,0007 | 50 | 0,319 |
| 6 | 0,0064 | 0,0013 | 55 | 0,335 |
| 7 | 0,0083 | 0,0027 | 60 | 0,399 |
| 8 | 0,0102 | 0,0040 | 65 | 0,504 |
| 9 | 0,0120 | 0,0053 | 70 | 0,600 |
| 10 | 0,0139 | 0,0067 | 74 | 0,600 |
| 11 | 0,0167 | 0,0080 | | |
| 12 | 0,0185 | 0,0093 | | |
| 13 | 0,0213 | 0,0100 | | |
| 14+ | 0,0221 | 0,0100 | | |

3. Probabilité d'une élection générale

Cette hypothèse a été modifiée pour cette évaluation pour prendre en compte la plus récente élection du 18 janvier 2006. Les résultats observés depuis la Confédération sont montrés au tableau 32. Avant 1917, toutes les élections générales avaient donné lieu à des votes majoritaires. Les caractéristiques des législatures de 1917 et les suivantes sont présentées au tableau 33.

Tableau 32 Fréquence des élections générales depuis la Confédération

| Durée en années de la législature depuis l'élection générale précédente (selon l'entier le plus rapproché) | Nombre d'élections générales au cours d'une année donnée depuis l'élection générale précédente selon la position de la législature en cours | |
|--|---|-------------|
| | Majoritaire | Minoritaire |
| 1 | 1 | 4 |
| 2 | - | 2 |
| 3 | 2 | 2 |
| 4 | 16 | 1 |
| 5 | 10 | - |
| Total | 29 | 9 |

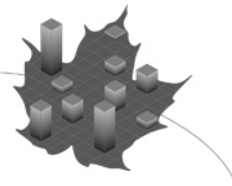
Tableau 33 Caractéristiques des législatures antérieures depuis 1917

| Position précédant l'élection générale | Probabilité d'être dans la position indiquée ci-après suivant l'élection générale | |
|--|---|-------------|
| | Majoritaire | Minoritaire |
| Majoritaire | 11/17 | 6/17 |
| Minoritaire | 5/10 | 5/10 |

À l'aide de ces données, des probabilités d'élection générale ont été établies pour chaque année future du régime. En établissant ces probabilités, nous avons tenu compte de l'élection d'un gouvernement minoritaire à la plus récente élection (soit le 18 janvier 2006). Les probabilités énoncées au tableau 34 convergent vers une valeur à long terme de 0,31 ce qui signifie que des élections générales sont déclenchées en moyenne une fois par période de 3,2 années.

Tableau 34 Taux présumés d'une élection générale pour la Chambre des communes

| Année du régime | Taux |
|-----------------|-------|
| 2008 | 0,000 |
| 2009 | 0,667 |
| 2010 | 0,493 |
| 2011 | 0,191 |
| 2012 | 0,197 |
| 2013 | 0,359 |
| 2014 | 0,401 |
| 2015 | 0,291 |
| 2016 | 0,244 |
| 2017 | 0,299 |
| 2022 | 0,318 |
| Ultime | 0,306 |



4. Taux de mortalité et facteurs d'amélioration de la longévité

Pour la première fois dans ce rapport, la mortalité des conjoints survivants est réputée être différente de celle afférente aux parlementaires. Comme dans l'évaluation précédente, l'hypothèse de mortalité tient compte des baisses anticipées des taux de mortalité aux divers âges.

Les taux de mortalité de base applicables aux parlementaires de sexe masculin et de sexe féminin sont inchangés depuis la dernière évaluation; ils correspondent aux taux projetés pour l'année du régime 2008.

Les taux de mortalité de base applicables aux parlementaires s'appliquent aussi aux pensionnés.

Les taux de mortalité de base présumés pour les conjoints survivants sont changés pour cette évaluation. Ils correspondent aux taux applicables aux conjoints survivants pour l'année du régime 2008 utilisés dans le rapport actuariel au 31 mars 2005 sur le Régime de retraite de la fonction publique fédérale du Canada.

Un échantillon des taux de mortalité pour l'année du régime 2008 figurent au tableau 35.

Tableau 35 Échantillon des taux de mortalité pour l'année du régime 2008
(par tranche de 10 000 personnes)

| Âge au dernier anniversaire | Parlementaires et pensionnés | | Conjoints survivants | |
|-----------------------------|------------------------------|--------|----------------------|--------|
| | Homme | Femme | Homme | Femme |
| 25 | 6 | 2 | 9 | 3 |
| 30 | 7 | 3 | 10 | 5 |
| 35 | 8 | 4 | 13 | 7 |
| 40 | 10 | 5 | 16 | 9 |
| 45 | 13 | 7 | 23 | 13 |
| 50 | 20 | 10 | 35 | 20 |
| 55 | 34 | 17 | 59 | 30 |
| 60 | 63 | 35 | 103 | 54 |
| 65 | 119 | 68 | 167 | 94 |
| 70 | 197 | 108 | 263 | 145 |
| 75 | 320 | 177 | 426 | 243 |
| 80 | 556 | 313 | 709 | 417 |
| 85 | 913 | 550 | 1 143 | 742 |
| 90 | 1 486 | 976 | 1 759 | 1 256 |
| 95 | 2 346 | 1 604 | 2 551 | 2 084 |
| 100 | 3 209 | 2 399 | 3 536 | 3 171 |
| 105 | 4 229 | 3 418 | 4 998 | 4 999 |
| 110 | 5 055 | 4 298 | 5 000 | 5 000 |
| 115 | 10 000 | 10 000 | 10 000 | 10 000 |

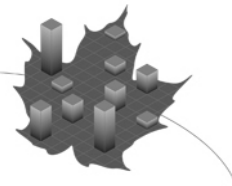
Les taux de mortalité sont réduits dans le futur selon la même hypothèse d'amélioration de la longévité que celle utilisée dans le rapport actuariel sur le Régime de pensions du Canada au 31 décembre 2006. Pour les hommes et les femmes, les facteurs d'amélioration de la longévité sont plus élevés que ceux utilisés dans l'évaluation précédente sauf aux âges avancés.

Les taux ultimes d'amélioration à partir de l'année 2029 ont été obtenus en analysant les tendances, par âge et par sexe, des résultats obtenus au Canada au cours des 30 dernières années. Les taux d'amélioration pour les années du régime 2008 et 2009 sont présumés être ceux observés au cours des 15 dernières années (1989 à 2004). Après 2009, les taux sont présumés diminuer progressivement aux niveaux ultimes de 2029.

Le tableau qui suit présente un échantillon des facteurs hypothétiques d'amélioration de la longévité.

Tableau 36 Facteurs hypothétiques d'amélioration de la longévité

| Âge au dernier anniversaire | Pourcentage de réduction annuelle des taux présumés de mortalité | | | |
|-----------------------------|--|-------|-------|-------|
| | Homme | | Femme | |
| | 2008 | 2029+ | 2008 | 2029+ |
| 25 | 2,95 | 0,70 | 1,80 | 0,70 |
| 30 | 3,25 | 0,70 | 1,85 | 0,70 |
| 35 | 2,80 | 0,70 | 1,45 | 0,70 |
| 40 | 2,05 | 0,70 | 1,25 | 0,70 |
| 45 | 1,75 | 0,70 | 1,40 | 0,70 |
| 50 | 1,86 | 0,70 | 1,46 | 0,70 |
| 55 | 2,05 | 0,70 | 1,40 | 0,70 |
| 60 | 2,24 | 0,70 | 1,34 | 0,70 |
| 65 | 2,43 | 0,70 | 1,28 | 0,70 |
| 70 | 2,35 | 0,70 | 1,25 | 0,70 |
| 75 | 2,10 | 0,70 | 1,25 | 0,70 |
| 80 | 1,70 | 0,70 | 1,10 | 0,70 |
| 85 | 1,05 | 0,64 | 0,70 | 0,64 |
| 90 | 0,60 | 0,40 | 0,35 | 0,40 |
| 95 | 0,20 | 0,40 | 0,10 | 0,40 |
| 100 | 0,00 | 0,40 | 0,00 | 0,40 |
| 105 | 0,00 | 0,40 | 0,00 | 0,40 |
| 110+ | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |



5. La composition de la famille

Les hypothèses au sujet de la proportion de membres quittant, au décès, un conjoint admissible à une prestation de survivant et de l'âge du survivant sont les mêmes que celles utilisées dans l'évaluation précédente. Un échantillon de ces hypothèses figure au tableau 37.

Le nombre présumé d'enfants survivants admissibles au décès d'un parlementaire ou pensionné est le même que dans l'évaluation précédente. Il a été supposé que le membre qui avait un conjoint admissible à son décès, aurait trois enfants étant respectivement 28, 30 et 32 ans plus jeunes que le membre. Pour être admissible à une allocation, un enfant âgé entre 18 et 25 ans doit fréquenter à plein temps une école ou une université. Il a été supposé que les enfants bénéficiaires demeureraient admissibles aux allocations jusqu'à l'âge de 25 ans indépendamment qu'ils soient étudiants ou non. Vu que l'effet de la mortalité est négligeable, elle n'a pas été prise en compte dans le calcul des valeurs des allocations payables aux enfants admissibles.

Ces hypothèses s'appliquent autant aux parlementaires qu'aux pensionnés.

Tableau 37 Hypothèses à l'égard des prestations de survivant au conjoint
Probabilité qu'un membre aura un conjoint admissible au décès
(par tranche de 1 000 participants décédés)

| Âge au dernier anniversaire | Conjoint admissible | | Âge moyen du conjoint survivant | |
|-----------------------------|---------------------|-------|---------------------------------|-------|
| | Homme | Femme | Homme | Femme |
| 25 | 409 | 622 | 24 | 26 |
| 30 | 498 | 622 | 29 | 31 |
| 35 | 552 | 622 | 34 | 37 |
| 40 | 638 | 622 | 39 | 43 |
| 45 | 734 | 622 | 43 | 47 |
| 50 | 811 | 622 | 47 | 53 |
| 55 | 846 | 622 | 52 | 58 |
| 60 | 850 | 610 | 57 | 62 |
| 65 | 835 | 581 | 62 | 67 |
| 70 | 802 | 538 | 67 | 71 |
| 75 | 750 | 478 | 71 | 75 |
| 80 | 674 | 401 | 75 | 79 |
| 85 | 571 | 312 | 79 | 82 |
| 90 | 446 | 221 | 83 | 86 |
| 95 | 312 | 139 | 86 | 88 |
| 100 | 192 | 77 | 89 | 91 |
| 105 | 101 | 37 | 92 | 93 |
| 110 | 45 | 15 | 94 | 95 |
| 115 | 16 | 5 | 96 | 97 |

D. Autres hypothèses**1. Partage des prestations de retraite / prestation facultative de survivant**

Le partage des prestations de retraite n'a presque pas d'effet sur les résultats de l'évaluation puisque le passif actuariel correspondant est réduit, en moyenne, environ du montant porté au crédit de l'ex-conjoint. En conséquence, pour le calcul du passif actuariel et des cotisations normales, il a été assumé qu'il n'y aurait aucun partage des prestations à l'avenir. Toutefois, les partages survenus avant l'évaluation ont été dûment pris en compte.

Conformément aux dispositions relatives à la prestation facultative de survivant, un parlementaire a le droit de choisir des prestations de survivant à l'égard d'un mariage contracté après la retraite s'il en fait la demande dans les délais prévus. Il doit toutefois accepter une rente réduite établie par calculs actuariels tant que la relation entre conjoints existe. Pour les mêmes raisons, la prestation facultative de survivant a été assujettie aux mêmes conditions que le partage des prestations de retraite.

2. Disposition de cumul

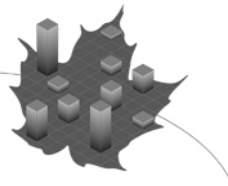
Un pensionné recevant une rémunération d'au moins 5 000 \$ au cours de l'année d'évaluation à titre d'employé régulier ou à contrat du gouvernement fédéral est réputé recevoir cette rémunération jusqu'à l'âge de 62 ans. Les allocations de retraite versées aux 62 ans et plus à la date d'évaluation sont réputées recommencer immédiatement. Selon cette hypothèse, aucune allocation ne sera versée par le régime jusqu'à cet âge. L'allocation de retraite recommencera à compter du 62^e anniversaire.

Aux fins du calcul du passif actuariel et des cotisations normales, il a été supposé qu'il n'y aurait aucun cas de cumul à l'avenir.

Ces hypothèses sont les mêmes que celles utilisées dans le rapport précédent.

3. Frais d'administration

Le calcul du passif actuariel et des cotisations normales ne tient pas compte des frais engagés pour l'administration du régime. Ces frais, qui ne sont pas imputés au Compte ARP ou au Compte CRP, sont entièrement à la charge du gouvernement.



Annexe 7 – Cotisations normales et passifs actuariels pour les députés

A. Résultats d'évaluation - Députés

Le bilan au 31 mars 2007 pour les députés figure au tableau qui suit.

Tableau 38 Bilan au 31 mars 2007 – Députés

| | Compte | | Total |
|--|--------------|--------------|--------------|
| | ARP | CRP | |
| Actif | | | |
| Soldes des comptes | 419,4 | 136,1 | 555,5 |
| Valeur actuarielle des cotisations futures et crédits gouvernementaux à l'égard des années de service antérieur | 0,5 | 1,5 | 2,0 |
| Impôt remboursable à l'égard des cotisations antérieurs | - | 124,2 | 124,2 |
| Actif total | 419,9 | 261,8 | 681,7 |
| Excédent (Déficit) actuariel | 124,9 | (5,2) | 119,7 |
| Passif actuariel | | | |
| Chambre des communes | | | |
| Prestations constituées en faveur ou à l'égard des : | | | |
| · Membres actuels | 56,7 | 126,7 | 183,4 |
| · Pensionnés | 216,3 | 133,7 | 350,0 |
| · Survivants et enfants | 22,0 | 2,4 | 24,4 |
| Total partiel | 295,0 | 262,8 | 557,8 |
| Premier ministre | | | |
| Prestations constituées en faveur ou à l'égard des : | | | |
| · Membre actuel | 0,0 | 0,5 | 0,5 |
| · Pensionnés | 0,0 | 3,7 | 3,7 |
| · Survivants et enfants | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Total partiel | 0,0 | 4,2 | 4,2 |
| Passif actuariel total | 295,0 | 267,0 | 562,0 |

B. Cotisations normales prévues

Les cotisations normales suivantes pour les députés sont exprimées en dollars ainsi qu'en pourcentage de la rémunération admissible prévue au cours de chaque année du régime.

Tableau 39 Cotisations normales – Députés

| Année du régime | Participants | Compte ARP | | Compte CRP | | Total | |
|-----------------|----------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| | | Pourcentage | Millions \$ | Pourcentage | Millions \$ | Pourcentage | Millions \$ |
| 2008 | Chambre des communes | 12,84 | 6,2 | 32,87 | 15,9 | 45,71 | 22,1 |
| | Premier ministre | | | 213,20 | 0,3 | 213,20 | 0,3 |
| | Total | 12,84 | 6,2 | 33,57 | 16,2 | 46,41 | 22,4 |
| 2009 | Chambre des communes | 13,87 | 6,8 | 33,51 | 16,5 | 47,38 | 23,3 |
| | Premier ministre | | | 239,28 | 0,4 | 239,28 | 0,4 |
| | Total | 13,87 | 6,8 | 34,39 | 16,9 | 48,26 | 23,7 |
| 2010 | Chambre des communes | 14,90 | 7,6 | 35,90 | 18,3 | 50,80 | 25,9 |
| | Premier ministre | | | 242,15 | 0,4 | 242,15 | 0,4 |
| | Total | 14,90 | 7,6 | 36,72 | 18,7 | 51,62 | 26,3 |
| 2011 | Total | 15,65 | 8,2 | 38,85 | 20,4 | 54,50 | 28,6 |
| 2012 | Total | 15,90 | 8,6 | 39,55 | 21,4 | 55,45 | 30,0 |
| 2017 | Total | 16,67 | 10,6 | 41,55 | 26,3 | 58,22 | 36,9 |
| 2022 | Total | 16,72 | 12,9 | 41,74 | 32,2 | 58,46 | 45,1 |
| 2027 | Total | 16,61 | 15,6 | 41,70 | 39,2 | 58,31 | 54,8 |

C. Répartition des cotisations normales

Les cotisations normales qui précèdent sont acquittées conjointement par les députés et le gouvernement. Les députés versent les cotisations requises conformément au taux de cotisation applicable (voir les tableaux 46 à 51) et le gouvernement couvre le solde des cotisations normales. La répartition des cotisations normales à verser aux Comptes ARP et CRP au cours des trois prochaines années du régime figure au tableau 40.

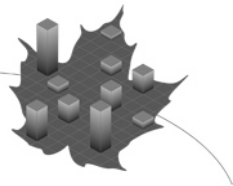


Tableau 40 Répartition des cotisations normales – Députés

| Année du régime | Participants | Compte ARP | | | Compte CRP | | |
|-----------------|----------------------|----------------------|-----------------|-------------|----------------------|-----------------|-------------|
| | | Gouvernement (G) (%) | Membres (M) (%) | Ratio (G/M) | Gouvernement (G) (%) | Membres (M) (%) | Ratio (G/M) |
| 2008 | Chambre des communes | 10,06 | 2,78 | 3,62 | 28,62 | 4,25 | 6,73 |
| | Premier ministre | | | | 206,20 | 7,00 | 29,46 |
| | Total | 10,06 | 2,78 | 3,62 | 29,26 | 4,28 | 6,84 |
| 2009 | Chambre des communes | 11,01 | 2,86 | 3,85 | 29,34 | 4,17 | 7,04 |
| | Premier ministre | | | | 232,28 | 7,00 | 33,18 |
| | Total | 11,01 | 2,86 | 3,85 | 30,07 | 4,20 | 7,16 |
| 2010 | Chambre des communes | 12,01 | 2,89 | 4,16 | 31,75 | 4,15 | 7,65 |
| | Premier ministre | | | | 235,15 | 7,00 | 33,59 |
| | Total | 12,01 | 2,89 | 4,16 | 32,48 | 4,17 | 7,79 |

Sur une base d'année civile, les cotisations normales à compter de 2009 seront comme suit :

Tableau 41 Répartition des cotisations normales – Députés - Base d'année civile

| Année civile | Participants | Compte ARP | | | Compte CRP | | |
|--------------|----------------------|----------------------|-----------------|-------------|----------------------|-----------------|-------------|
| | | Gouvernement (G) (%) | Membres (M) (%) | Ratio (G/M) | Gouvernement (G) (%) | Membres (M) (%) | Ratio (G/M) |
| 2009 | Chambre des communes | 11,77 | 2,88 | 4,09 | 31,16 | 4,16 | 7,50 |
| | Premier ministre | | | | 234,44 | 7,00 | 33,49 |
| | Total | 11,77 | 2,88 | 4,09 | 31,89 | 4,18 | 7,63 |
| 2010 | Chambre des communes | 12,01 | 2,88 | 4,17 | 31,75 | 4,15 | 7,65 |
| | Premier ministre | | | | 215,79 | 7,00 | 30,83 |
| | Total | 12,60 | 2,86 | 4,40 | 34,03 | 4,18 | 8,13 |
| 2011 | Chambre des communes | 12,79 | 2,86 | 4,48 | 33,88 | 4,17 | 8,13 |
| | Premier ministre | | | | 204,38 | 7,00 | 29,20 |
| | Total | 13,00 | 2,84 | 4,58 | 35,01 | 4,20 | 8,33 |

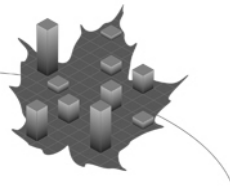
Annexe 8 – Cotisations normales et passifs actuariels pour les sénateurs

A. Résultats d'évaluation - Sénateurs

Le bilan au 31 mars 2007 pour les sénateurs figure au tableau qui suit.

Tableau 42 Bilan au 31 mars 2007 – Sénateurs

| | Compte | | Total |
|---|-------------|-------------|-------------|
| | ARP | CRP | |
| Actif | | | |
| Soldes des comptes | 67,3 | 19,0 | 86,3 |
| Valeur actuarielle des cotisations futures et crédits gouvernementaux à l'égard des années de service antérieur | 0,0 | 0,1 | 0,1 |
| Impôt remboursable à l'égard des cotisations antérieures | - | 13,5 | 13,5 |
| Actif total | 67,3 | 32,6 | 99,9 |
| Excédent (Déficit) actuariel | 7,4 | 2,0 | 9,4 |
| Passif actuariel | | | |
| Prestations constituées en faveur ou à l'égard des : | | | |
| · Sénateurs | 28,5 | 21,6 | 50,1 |
| · Pensionnés | 20,5 | 7,1 | 27,6 |
| · Survivants et enfants | 10,9 | 1,9 | 12,8 |
| Passif actuariel total | 59,9 | 30,6 | 90,5 |



B. Cotisations normales prévues

Les cotisations normales suivantes pour les sénateurs sont exprimées en dollars ainsi qu'en pourcentage de la rémunération admissible prévue au cours de chaque année du régime.

Tableau 43 Cotisations normales – Sénateurs

| Année du régime | Compte ARP | | Compte CRP | | Total | |
|-----------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| | Pourcentage | Millions \$ | Pourcentage | Millions \$ | Pourcentage | Millions \$ |
| 2008 | 9,87 | 1,1 | 25,55 | 2,8 | 35,42 | 3,9 |
| 2009 | 10,74 | 1,3 | 25,90 | 3,0 | 36,64 | 4,3 |
| 2010 | 12,04 | 1,4 | 26,01 | 3,1 | 38,05 | 4,5 |
| 2011 | 12,81 | 1,6 | 26,44 | 3,3 | 39,25 | 4,9 |
| 2012 | 12,76 | 1,7 | 27,42 | 3,5 | 40,18 | 5,2 |
| 2017 | 12,92 | 2,1 | 29,83 | 4,9 | 42,75 | 7,0 |
| 2022 | 13,00 | 2,8 | 29,82 | 6,4 | 42,82 | 9,2 |
| 2027 | 12,92 | 3,4 | 29,89 | 7,9 | 42,81 | 11,3 |

C. Répartition des cotisations normales

Les cotisations normales qui précèdent sont acquittées conjointement par les sénateurs et le gouvernement. Les sénateurs versent les cotisations requises conformément au taux de cotisation applicable (voir les tableaux 46 à 51) et le gouvernement couvre le solde des cotisations normales. La répartition des cotisations normales à verser aux Comptes ARP et CRP au cours des trois prochaines années du régime figure au tableau 44.

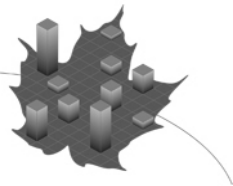
Tableau 44 Répartition des cotisations normales – Sénateurs

| Année du régime | Compte ARP | | | Compte CRP | | |
|-----------------|----------------------|-----------------|-------------|----------------------|-----------------|-------------|
| | Gouvernement (G) (%) | Membres (M) (%) | Ratio (G/M) | Gouvernement (G) (%) | Membres (M) (%) | Ratio (G/M) |
| 2008 | 7,46 | 2,41 | 3,10 | 20,82 | 4,73 | 4,40 |
| 2009 | 8,27 | 2,47 | 3,35 | 21,22 | 4,68 | 4,53 |
| 2010 | 9,40 | 2,64 | 3,56 | 21,47 | 4,54 | 4,73 |

Sur une base d'année civile, les cotisations normales à compter de 2009 seront comme suit :

Tableau 45 Répartition des cotisations normales – Sénateurs - Base d'année civile

| Année civile | Compte ARP | | | Compte CRP | | |
|--------------|-------------------------|----------------------|----------------|-------------------------|----------------------|----------------|
| | Gouvernement (G) (%) | Sénateurs (S) (%) | Ratio (G/M) | Gouvernement (G) (%) | Sénateurs (S) (%) | Ratio (G/S) |
| 2009 | 9,12 | 2,60 | 3,51 | 21,41 | 4,57 | 4,68 |
| 2010 | 9,95 | 2,68 | 3,71 | 21,86 | 4,48 | 4,88 |
| 2011 | 10,13 | 2,64 | 3,84 | 22,67 | 4,51 | 5,02 |



Annexe 9 - Historique des taux de cotisations et des prestations constituées

Tableau 46 Cotisations des députés à l'égard de l'indemnité de session

| Moment de la cotisation | Jusqu'au plafond des gains | Au-delà du plafond des gains |
|--|--|--|
| À compter du 1^{er} janvier 2001 | | |
| Député de moins de 69 ans | | |
| Compte ARP | 4 % par année jusqu'à ce que le député ait constitué une prestation de 75 %; 1 % par la suite | 0 % |
| Compte CRP | 3 % par année jusqu'à ce que le député ait constitué une prestation de 75 %; 0 % par la suite | 7 % par année jusqu'à ce que le député ait constitué une prestation de 75 %; 1 % par la suite |
| Député de 69 ans | | |
| Compte ARP | 0 % | 0 % |
| Compte CRP | 7 % par année jusqu'à ce que le député ait constitué une prestation de 75 %; 1 % par la suite | 7 % par année jusqu'à ce que le député ait constitué une prestation de 75 %; 1 % par la suite |
| À compter du 13 juillet 1995, mais avant le 1^{er} janvier 2001 | | |
| Député de moins de 71 ans | | |
| Compte ARP | 4 % par année jusqu'à ce que le député ait constitué une prestation de 75 %; 1 % par la suite | 0 % |
| Compte CRP | 5 % par année jusqu'à ce que le député ait constitué une prestation de 75 %; 0 % par la suite | 9 % par année jusqu'à ce que le député ait constitué une prestation de 75 %; 1 % par la suite |
| Député de 71 ans | | |
| Compte ARP | 0 % | 0 % |
| Compte CRP | 9 % par année jusqu'à ce que le député ait constitué une prestation de 75 %; 1 % par la suite | 9 % par année jusqu'à ce que le député ait constitué une prestation de 75 %; 1 % par la suite |
| Avant le 13 juillet 1995 | | |
| Député de moins de 71 ans | | |
| Compte ARP | 4 % par année jusqu'à ce que le député ait constitué une prestation de 75 %; 1 % par la suite | 0 % |
| Compte CRP | 7 % par année jusqu'à ce que le député ait constitué une prestation de 75 %; 0 % par la suite | 11 % par année jusqu'à ce que le député ait constitué une prestation de 75 %; 1 % par la suite |
| Député de 71 ans | | |
| Compte ARP | 0 % | 0 % |
| Compte CRP | 11 % par année jusqu'à ce que le député ait constitué une prestation de 75 %; 1 % par la suite | 11 % par année jusqu'à ce que le député ait constitué une prestation de 75 %; 1 % par la suite |

RAPPORT ACTUARIEL

Régime de pensions des PARLEMENTAIRES
au 31 mars 2007

Tableau 47 Cotisations des députés à l'égard des allocations supplémentaires

| Moment de la cotisation | Jusqu'au plafond des gains | Au-delà du plafond des gains |
|--|--|------------------------------|
| À compter du 1^{er} janvier 2001 | | |
| Député de moins de 69 ans | | |
| Compte ARP | 0 % par année jusqu'à ce que le député ait constitué une prestation de 75 %; 4 % par la suite | 0 % |
| Compte CRP | 7 % par année jusqu'à ce que le député ait constitué une prestation de 75 %; 3 % par la suite | 7 % par année |
| Député de 69 ans | | |
| Compte ARP | 0 % | 0 % |
| Compte CRP | 7 % par année | 7 % par année |
| À compter du 13 juillet 1995, mais avant le 1^{er} janvier 2001 | | |
| Député de moins de 71 ans | | |
| Compte ARP | 4 % par année | 0 % |
| Compte CRP | 5 % par année | 9 % par année |
| Député de 71 ans | | |
| Compte ARP | 0 % | 0 % |
| Compte CRP | 9 % par année | 9 % par année |
| Avant le 13 juillet 1995 | | |
| Député de moins de 71 ans | | |
| Compte ARP | 4 % par année | 0 % |
| Compte CRP | 7 % par année | 11 % par année |
| Député de 71 ans | | |
| Compte ARP | 0 % par année | 0 % |
| Compte CRP | 11 % par année | 11 % par année |

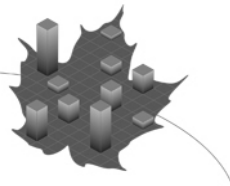


Tableau 48 Cotisations des députés à l'égard du service antérieur

| Moment de la cotisation | Jusqu'au plafond des gains | Au-delà du plafond des gains |
|--|----------------------------|------------------------------|
| À compter du 1^{er} janvier 2001 | | |
| Compte ARP | 4 % par année | 0 % |
| Compte CRP | Conformément au règlement | Conformément au règlement |
| À compter du 13 juillet 1995, mais avant le 1^{er} janvier 2001 | | |
| Député de moins de 71 ans | | |
| Compte ARP | 4 % par année | 0 % |
| Compte CRP | 5 % par année | 9 % par année |
| Député de 71 ans | | |
| Compte ARP | 0 % | 0 % |
| Compte CRP | 9 % par année | 9 % par année |
| À compter du 1^{er} janvier 1992, mais avant le 13 juillet 1995 | | |
| Député de moins de 71 ans | | |
| Compte ARP | 4 % par année | 0 % |
| Compte CRP | 7 % par année | 11 % par année |
| Député de 71 ans | | |
| Compte ARP | 0 % | 0 % |
| Compte CRP | 11 % par année | 11 % par année |
| Avant le 1^{er} janvier 1992 | | |
| Compte ARP | 10 % par année | 10 % par année |
| Compte CRP | 0 % | 0 % |

Tableau 49 Cotisations des sénateurs à l'égard de l'indemnité de session

| Moment de la cotisation | Jusqu'au plafond des gains | Au-delà du plafond des gains |
|---|---|---|
| À compter du 1^{er} janvier 2001 | | |
| Sénateur de moins de 69 ans | | |
| Compte ARP | 4 % par année jusqu'à ce que le sénateur ait constitué une prestation de 75 %; 1 % par la suite | 0 % |
| Compte CRP | 3 % par année jusqu'à ce que le sénateur ait constitué une prestation de 75 %; 0 % par la suite | 7 % par année jusqu'à ce que le sénateur ait constitué une prestation de 75 %; 1 % par la suite |
| Sénateur de 69 ans | | |
| Compte ARP | 0 % | 0 % |
| Compte CRP | 7 % par année jusqu'à ce que le sénateur ait constitué une prestation de 75 %; 1 % par la suite | 7 % par année jusqu'à ce que le sénateur ait constitué une prestation de 75 %; 1 % par la suite |
| Avant le 1^{er} janvier 2001 | | |
| Sénateur de moins de 71 ans | | |
| Compte ARP | 4 % par année jusqu'à ce que le sénateur ait constitué une prestation de 75 %; 1 % par la suite | 0 % |
| Compte CRP | 3 % par année jusqu'à ce que le sénateur ait constitué une prestation de 75 %; 0 % par la suite | 7 % par année jusqu'à ce que le sénateur ait constitué une prestation de 75 %; 1 % par la suite |
| Sénateur de 71 ans | | |
| Compte ARP | 0 % | 0 % |
| Compte CRP | 7 % par année jusqu'à ce que le sénateur ait constitué une prestation de 75 %; 1 % par la suite | 7 % par année jusqu'à ce que le sénateur ait constitué une prestation de 75 %; 1 % par la suite |

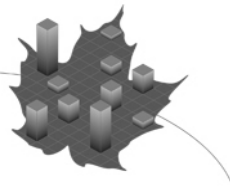


Tableau 50 Cotisations des sénateurs à l'égard des allocations supplémentaires

| Moment de la cotisation | Jusqu'au plafond des gains | Au-delà du plafond des gains |
|--|--|------------------------------|
| À compter du 1^{er} janvier 2001 | | |
| Sénateur de moins de 69 ans | | |
| Compte ARP | 0 % par année jusqu'à ce que le sénateur ait constitué une prestation de 75 %; 4 % par la suite | 0 % |
| Compte CRP | 7 % par année jusqu'à ce que le sénateur ait constitué une prestation de 75 %; 3 % par la suite | 7 % par année |
| Sénateur de 69 ans | | |
| Compte ARP | 0 % | 0 % |
| Compte CRP | 7 % par année | 7 % par année |
| À compter du 13 juillet 1995, mais avant le 1^{er} janvier 2001 | | |
| Sénateur de moins de 71 ans | | |
| Compte ARP | 4 % par année | 0 % |
| Compte CRP | 5 % par année | 9 % par année |
| Sénateur de 71 ans | | |
| Compte ARP | 0 % | 0 % |
| Compte CRP | 9 % par année | 9 % par année |
| Avant le 13 juillet 1995 | | |
| Sénateur de moins de 71 ans | | |
| Compte ARP | 4 % par année | 0 % |
| Compte CRP | 7 % par année | 11 % par année |
| Sénateur de 71 ans | | |
| Compte ARP | 0 % par année | 0 % |
| Compte CRP | 11 % par année | 11 % par année |

Tableau 51 Cotisations des sénateurs à l'égard du service antérieur

| Moment de la cotisation | Jusqu'au plafond des gains | Au-delà du plafond des gains |
|--|----------------------------|------------------------------|
| À compter du 1^{er} janvier 2001 | | |
| Compte ARP | 4 % par année | 0 % |
| Compte CRP | Conformément au règlement | Conformément au règlement |
| À compter du 1^{er} janvier 1992, mais avant le 1^{er} janvier 2001 | | |
| Sénateur de moins de 71 ans | | |
| Compte ARP | 4 % par année | 0 % |
| Compte CRP | 3 % par année | 7 % par année |
| Sénateur de 71 ans | | |
| Compte ARP | 0 % par année | 0 % |
| Compte CRP | 7 % par année | 7 % par année |
| Avant le 1^{er} janvier 1992 | | |
| Compte ARP | 6 % par année | 6 % par année |
| Compte CRP | 0 % | 0 % |

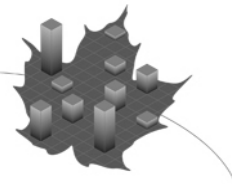


Tableau 52 Taux annuel de constitution et type d'allocation relativement à l'indemnité de session d'un député

| Moment de la cotisation ou du choix | Taux annuel de constitution | Type d'allocation |
|---|-----------------------------|--------------------------------------|
| Constitué à compter du 1^{er} janvier 2001 | | |
| Service constitué lorsque le député a moins de 69 ans | | |
| À l'égard de la cotisation versée au Compte ARP au titre de l'indemnité de session jusqu'au plafond des gains | | |
| Compte ARP | 2 % | Allocation différée à 60 ans |
| Compte CRP | 3 % | Allocation temporaire de 55 à 60 ans |
| | 1 % | Allocation différée à 60 ans |
| À l'égard de la cotisation versée au Compte CRP au titre de l'indemnité de session au-delà du plafond des gains | | |
| Compte ARP | 0 % | Aucune |
| Compte CRP | 3 % | Allocation différée à 55 ans |
| Service constitué lorsque le député a 69 ans | | |
| Compte ARP | 0 % | Aucune |
| Compte CRP | 3 % | Allocation immédiate |
| Constitué entre le 13 juillet 1995 et le 1^{er} janvier 2001 | | |
| Service constitué lorsque le député a moins de 71 ans | | |
| À l'égard de la cotisation versée au Compte ARP au titre de l'indemnité de session jusqu'au plafond des gains | | |
| Compte ARP | 2 % | Allocation différée à 60 ans |
| Compte CRP | 2 % | Allocation différée à 60 ans |
| | 4 % | Allocation temporaire de 55 à 60 ans |
| À l'égard de la cotisation versée au Compte CRP au titre de l'indemnité de session au-delà du plafond des gains | | |
| Compte ARP | 0 % | Aucune |
| Compte CRP | 4 % | Allocation différée à 55 ans |
| Service constitué lorsque le député a 71 ans | | |
| Compte ARP | 0 % | Aucune |
| Compte CRP | 4 % | Allocation immédiate |



RAPPORT ACTUARIEL

Régime de pensions des PARLEMENTAIRES
au 31 mars 2007

| Moment de la cotisation ou du choix | Taux annuel de constitution | Type d'allocation |
|---|-----------------------------|--|
| Constitué entre le 1^{er} janvier 1992 et le 13 juillet 1995 | | |
| Service constitué lorsque le député a moins de 71 ans | | |
| À l'égard de la cotisation versée au Compte ARP au titre de l'indemnité de session jusqu'au plafond des gains | | |
| Compte ARP | 2 % | Allocation différée à 60 ans |
| Compte CRP | 3 % 5 % | Allocation différée à 60 ans Allocation temporaire jusqu'à 60 ans |
| À l'égard de la cotisation versée au Compte CRP au titre de l'indemnité de session au-delà du plafond des gains | | |
| Compte ARP | 0 % | Aucune |
| Compte CRP | 5 % | Allocation immédiate |
| Service constitué lorsque le député a 71 ans | | |
| Compte ARP | 0 % | Aucune |
| Compte CRP | 5 % | Allocation immédiate |
| Constitué avant le 1^{er} janvier 1992 | | |
| Compte ARP | 5 % | Allocation immédiate |

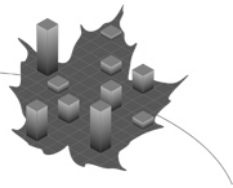


Tableau 53 Taux annuel de constitution et type d'allocation relativement à l'indemnité de session d'un sénateur

| Moment de la cotisation ou du choix | Taux annuel de constitution | Type d'allocation |
|---|-----------------------------|--------------------------------------|
| Constitué à compter du 1^{er} janvier 2001 | | |
| Service constitué lorsque le sénateur a moins de 69 ans | | |
| À l'égard de la cotisation versée au Compte ARP au titre de l'indemnité de session jusqu'au plafond des gains | | |
| Compte ARP | 2 % | Allocation différée à 60 ans |
| Compte CRP | 3 % | Allocation temporaire de 55 à 60 ans |
| | 1 % | Allocation différée à 60 ans |
| À l'égard de la cotisation versée au Compte CRP au titre de l'indemnité de session au-delà du plafond des gains | | |
| Compte ARP | 0 % | Aucune |
| Compte CRP | 0 % | Aucune |
| Service constitué lorsque le sénateur a 69 ans | | |
| Compte ARP | 0 % | Aucune |
| Compte CRP | 3 % | Allocation immédiate |
| Constitué entre le 13 juillet 1995 et le 1^{er} janvier 2001 | | |
| Service constitué lorsque le sénateur a moins de 71 ans | | |
| À l'égard de la cotisation versée au Compte ARP au titre de l'indemnité de session jusqu'au plafond des gains | | |
| Compte ARP | 2 % | Allocation différée à 60 ans |
| Compte CRP | 1 % | Allocation différée à 60 ans |
| | 3 % | Allocation temporaire de 55 à 60 ans |
| À l'égard de la cotisation versée au Compte CRP au titre de l'indemnité de session au-delà du plafond des gains | | |
| Compte ARP | 0 % | Aucune |
| Compte CRP | 3 % | Allocation immédiate |
| Service constitué lorsque le sénateur a 71 ans | | |
| Compte ARP | 0 % | Aucune |
| Compte CRP | 3 % | Allocation immédiate |



RAPPORT ACTUARIEL

Régime de pensions des PARLEMENTAIRES
au 31 mars 2007

| Moment de la cotisation ou du choix | Taux annuel de constitution | Type d'allocation |
|---|-----------------------------|---|
| Constitué entre le 1^{er} janvier 1992 et le 13 juillet 1995 | | |
| Service constitué lorsque le sénateur a moins de 71 ans | | |
| À l'égard de la cotisation versée au Compte ARP au titre de l'indemnité de session jusqu'au plafond des gains | | |
| Compte ARP | 2 % | Allocation différée à 60 ans |
| | 1 % | Allocation différée à 60 ans |
| Compte CRP | 3 % | Allocation temporaire jusqu'à l'âge de 60 ans |
| À l'égard de la cotisation versée au Compte CRP au titre de l'indemnité de session au-delà du plafond des gains | | |
| Compte ARP | 0 % | Aucune |
| Compte CRP | 3 % | Allocation immédiate |
| Service constitué lorsque le sénateur a 71 ans | | |
| Compte ARP | 0 % | Aucune |
| Compte CRP | 3 % | Allocation immédiate |
| Constitué avant le 1^{er} janvier 1992 | | |
| Compte ARP | 3 % | Allocation immédiate |

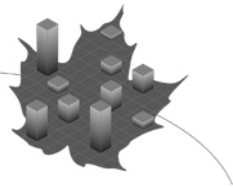


Tableau 54 Taux annuel de constitution et type d'allocation relativement aux allocations supplémentaires des parlementaires

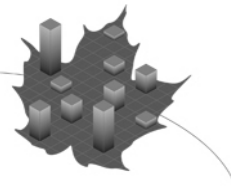
| Moment de la cotisation ou du choix | Taux annuel de constitution | Type d'allocation |
|---|-----------------------------|--------------------------------------|
| Constitué à compter du 1^{er} janvier 2001 | | |
| Service constitué lorsque le parlementaire a moins de 69 ans | | |
| À l'égard de la cotisation versée au Compte ARP au titre des allocations supplémentaires jusqu'au plafond des gains lorsque le parlementaire a constitué 75 % de l'indemnité de session | | |
| Compte ARP | 2 % | Allocation différée à 60 ans |
| Compte CRP | 1 % | Allocation différée à 60 ans |
| À l'égard de la cotisation versée au Compte CRP | | |
| Compte ARP | 0 % | Aucune |
| Compte CRP | 3 % | Allocation différée à 55 ans |
| Service constitué lorsque le parlementaire a 69 ans | | |
| Compte ARP | 0 % | Aucune |
| Compte CRP | 3 % | Allocation immédiate |
| Constitué entre le 13 juillet 1995 et le 1^{er} janvier 2001 | | |
| Service constitué lorsque le parlementaire a moins de 71 ans | | |
| Partie des allocations supplémentaires supérieures au plafond des gains moins l'indemnité de session | | |
| Compte ARP | 2 % | Allocation différée à 60 ans |
| | 2 % | Allocation différée à 60 ans |
| Compte CRP | 4 % | Allocation temporaire de 55 à 60 ans |
| Service constitué lorsque le parlementaire a 71 ans | | |
| Compte ARP | 0 % | Aucune |
| Compte CRP | 4 % | Allocation immédiate |
| Partie des allocations supplémentaires supérieures au plafond des gains moins l'indemnité de session | | |
| Compte ARP | 0 % | Aucune |
| Compte CRP | 4 % | Allocation différée à 55 ans |



RAPPORT ACTUARIEL

Régime de pensions des PARLEMENTAIRES
au 31 mars 2007

| Moment de la cotisation ou du choix | Taux annuel de constitution | Type d'allocation |
|--|-----------------------------|---|
| Constitué entre le 1^{er} juillet 1992 et le 13 juillet 1995 | | |
| Service constitué lorsque le parlementaire a moins de 71 ans | | |
| Partie des allocations supplémentaires supérieures au plafond des gains moins l'indemnité de session | | |
| Compte ARP | 2 % | Allocation différée à 60 ans |
| | 3 % | Allocation différée à 60 ans |
| Compte CRP | 5 % | Allocation temporaire jusqu'à l'âge de 60 ans |
| Partie des allocations supplémentaires inférieures au plafond des gains moins l'indemnité de session | | |
| Compte ARP | 0 % | Aucune |
| Compte CRP | 5 % | Allocation immédiate |
| Service constitué lorsque le parlementaire a 71 ans | | |
| Compte ARP | 0 % | Aucune |
| Compte CRP | 5 % | Allocation immédiate |
| Constitué avant le 1^{er} janvier 1992 | | |
| Compte ARP | 5 % | Allocation immédiate |



Annexe 10 – Remerciements

Le Bureau du contrôleur général du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada a fourni une attestation de l'actif du régime au 31 mars 2007.

La division de la comptabilité de la Direction du service d'administration et du personnel du Sénat et la Division de la Chambre des communes de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada a fourni les données d'évaluation pertinentes sur les sénateurs, les parlementaires, les pensionnés et les survivants.

Nous tenons à remercier le personnel des organismes susmentionnés pour leur collaboration et leur aide.

Les personnes suivantes ont participé à la préparation du présent rapport :

Kimberley Burt
Monique Denner
Lyse Lacourse
Mario Mercier, F.S.A., F.I.C.A.
Steve McCleave, A.S.A.
Arek Rydel, A.S.A.